



DANS CE RAPPORT

PRÉSENTATION DU RAPPORT ANNUEL DE L’ECDPM

- 02 MESSAGE DU PRÉSIDENT DE NOTRE CONSEIL
- 03 MESSAGE DE NOTRE DIRECTEUR

À PROPOS DE L’ECDPM

- 04 QUI NOUS SOMMES ET CE QUE NOUS FAISONS
- 08 NOS PROGRAMMES

UN APERÇU DE NOTRE ANNÉE

- 10 POINTS CLÉS
- 12 RELATIONS ACP-UE : QUEL AVENIR ?
- 14 UN MESSAGE AUX DIRIGEANTS AFRICAINS ET EUROPÉENS : « POURSUIVRE DANS LA MÊME VOIE NE SUFFIRA PAS »
- 16 LA JEUNESSE : UNE PRIORITÉ COMMUNE DE L’AFRIQUE ET DE L’EUROPE
- 18 IMPACT DES MIGRATIONS SUR L’AIDE EXTÉRIEURE EUROPÉENNE
- 20 UNE EUROPE EN MUTATION : QUELLE INCIDENCE SUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX ?
- 22 PROCHAIN BUDGET DE L’UE : LE MOMENT DE DÉFINIR LES PRIORITÉS INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURES
- 24 RÉÉVALUATION DE LA FACILITÉ DE SOUTIEN À LA PAIX POUR L’AFRIQUE
- 26 INDÉPENDANCE FINANCIÈRE DE L’AFRIQUE : LA « TAXE KABERUKA » DE 0,2 %
- 28 ÉCONOMIE POLITIQUE DES ORGANISATIONS RÉGIONALES D’AFRIQUE
- 30 DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES RESPECTUEUX DES BESOINS DES POPULATIONS, DE LA VIABILITÉ ÉCONOMIQUE ET DE LA PLANÈTE
- 32 IMPULSION AUX PARTENARIATS OSC-ENTREPRISES
- 34 INVESTISSEMENTS POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE : LE PLAN EUROPÉEN D’INVESTISSEMENT EXTÉRIEUR

L’ECDPM EN 2017

- 36 APPUI À L’APPRENTISSAGE ET À LA QUALITÉ
- 38 COMMUNICATION
- 40 FINANCES
- 44 NOS RESSOURCES HUMAINES
- 47 PROGRAMME INTERNATIONAL POUR JEUNES SPÉCIALISTES
- 48 NOS PARTENAIRES
- 49 DURABILITÉ

MESSAGE DU PRÉSIDENT DE NOTRE CONSEIL



Adebayo Olukoshi
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Sur toute une série de questions autour desquelles l'ECDPM a acquis une expertise, et sur les questions au cœur de la relation entre l'Afrique et l'Europe en particulier, le Centre continue de remettre en cause les conventions et les suppositions faciles tout en gardant la confiance des acteurs politiques et stratégiques et en les incitant à opter pour une approche davantage prospective de la coopération entre États et entre régions.



Le monde a connu en 2017 une nouvelle année mouvementée qui a défié les systèmes et procédés en place et nous a forcément amenés à nous réinterroger sur les racines de la durabilité et l'avenir de l'ordre mondial.

Les récits de détresse ont trop souvent fait la Une de l'actualité – qu'il s'agisse des flux transfrontaliers incessants de migrants pour lesquels les solutions semblent rester hors de la portée des dirigeants politiques, de la montée de l'extrémisme violent ou des conflits apparemment inextricables qui sévissent dans des pays tels que la Libye, la Syrie et le Yémen avec un bilan humain extrêmement lourd.

Les problèmes rencontrés par le système multilatéral mondial n'ont guère facilité les choses à l'heure où la résurgence de pressions populistes contraint de nombreux pays à remanier leurs politiques et stratégies nationales, ce qui ne manque pas de se répercuter sur les relations entre États. Des éléments factuels largement médiatisés tout au long de l'année conduisent à penser que, dans un climat de pauvreté persistante, les inégalités entre citoyens tendent à s'accroître partout.

La recherche de voies permettant d'aplanir les divergences et de promouvoir les points de rencontre est l'un des principaux créneaux et l'un des grands atouts de l'ECDPM – un rôle qui trouve toute sa raison d'être en ces temps d'incertitude et de doute sur la scène mondiale. Les pages ci-après attestent que le Centre réussit, grâce à son analyse des politiques et à sa facilitation des dialogues, à conserver son rôle d'intermédiaire forgeant des solutions réalistes à certaines problématiques urgentes d'aujourd'hui.

Sur toute une série de questions autour desquelles l'ECDPM a acquis une expertise, et sur les questions au cœur de la relation entre l'Afrique et l'Europe en particulier, le Centre continue de remettre en cause les conventions et les suppositions faciles tout en gardant la confiance des acteurs politiques et stratégiques et en les incitant à opter pour une approche davantage prospective de la coopération entre États et entre régions.

Le conseil d'administration s'enorgueillit du rôle essentiel que remplit le Centre en rappelant constamment aux théoriciens et aux praticiens que nous sommes qu'en définitive, une coopération fondée sur des intérêts et des avantages communs offre au monde des perspectives bien plus prometteuses que d'éventuelles alternatives. Ce rôle va s'avérer déterminant au cours des années à venir tandis que les relations entre l'Europe et l'Afrique, ainsi qu'avec les pays des Caraïbes et du Pacifique, entrent dans une nouvelle phase de reconfiguration, et que l'Union européenne se prépare au Brexit et s'adapte aux menaces de protectionnisme en provenance des États-Unis et d'ailleurs. ■

MESSAGE DE NOTRE DIRECTEUR



Ewald Wermuth
DIRECTEUR



Dans la perspective des objectifs mondiaux, nous veillerons surtout à favoriser des politiques africaines et européennes efficaces tout en appliquant la combinaison de rôles qui nous caractérise. Ce sont précisément cette focalisation et cette méthode de travail qui font notre spécificité : nous agissons dans les domaines où nous avons le sentiment de pouvoir faire la différence et nous utilisons des méthodes qui ont fait leurs preuves au cours des trente dernières années.



L'année 2017 a été importante pour nous puisqu'elle a marqué l'inauguration d'une nouvelle stratégie – la septième depuis la création de l'ECDPM par son fondateur, François van Hoek, il y a plus de trente ans.

Le Centre d'aujourd'hui n'est plus celui d'alors : le monde a évolué et notre organisation avec lui. Nous nous sommes imperceptiblement réorientés depuis 1986 pour garder le bon cap. Notre nouvelle stratégie nous repositionne dans un paysage mondial complexe. Elle s'appuie sur les principes qui ont fait notre succès tout en introduisant de nouveaux éléments là où ils s'avèrent nécessaires.

L'un de ces éléments est notre lien avec le programme de développement durable à l'horizon 2030. La réponse aux défis globaux exigeant que pays, organisations et citoyens du monde entier œuvrent ensemble, nous nous efforcerons de contribuer au cours des prochaines années à la réalisation de cet agenda de développement universel adopté par les leaders mondiaux en 2015.

Dans la perspective des objectifs mondiaux, nous veillerons surtout à favoriser des politiques africaines et européennes efficaces tout en appliquant la combinaison de rôles qui nous caractérise. Ce sont précisément cette focalisation et cette méthode de travail qui font notre spécificité : nous agissons dans les domaines où nous avons le sentiment de pouvoir faire la différence et nous utilisons des méthodes qui ont fait leurs preuves au cours des trente dernières années.

Le présent rapport annuel illustre cette fusion d'anciens et de nouveaux éléments stratégiques en 2017. Il propose une vue d'ensemble de l'année écoulée en commençant par nos activités les plus marquantes avant de décrire plus en détail douze projets particulièrement passionnants. Le rapport montre clairement les liens qui existent entre nos différentes activités et de quelle manière nous avons contribué en 2017 aux objectifs mondiaux respectivement axés sur la faim « zéro » ; le travail décent et la croissance économique ; la réduction des inégalités ; la paix, la justice et des institutions solides ; et des partenariats en vue du développement durable.

Ces actions clés et ces projets reposent sur un groupe de personnes très impliquées, qu'il s'agisse des experts en politique ou des professionnels qui les appuient. Cette implication est l'une des clés de notre succès. Notre mission serait également impossible sans l'aide de notre conseil d'administration, de nos partenaires et des organisations qui ont toujours cru en nous et nous soutiennent financièrement de longue date – un soutien qui bénéficie depuis cette année de l'ajout apprécié de plusieurs nouveaux bailleurs de fonds. Je tiens à remercier chacun ici de son travail assidu, de son soutien et de sa confiance – et de son engagement au service de politiques efficaces en faveur d'un développement mondial durable.

Je vous souhaite une agréable lecture de ce rapport. ■

QUI NOUS SOMMES ET CÉ QUE NOUS FAISONS

Le Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM) est un centre indépendant de réflexion de premier plan qui se donne pour mission de favoriser des politiques efficaces en Europe et en Afrique au service d'un développement inclusif et durable.

Nous sommes convaincus de l'extrême puissance de politiques de qualité capables d'aborder les principaux problèmes sociaux à la racine, de jeter les bases du changement et de contribuer de manière décisive à faire de l'agenda mondial du développement une réalité pour tous. Cette conviction sous-tend notre volonté d'aider les institutions et les gouvernements d'Europe et d'Afrique à élaborer des politiques efficaces.

Nos experts indépendants fournissent des analyses pointues alimentées à la fois par des recherches et des idées nouvelles. Être au service de politiques efficaces exige toutefois de ne pas rester en coulisses mais de collaborer étroitement avec ceux qui conçoivent et exécutent les politiques ainsi qu'avec ceux qui en sont affectés. Nous réunissons différents groupes autour de la table, nous ouvrons la voie au débat et nous veillons à ce que chacun puisse faire entendre sa voix. Nous fournissons conseils et formations, et concevons des solutions pratiques ensemble.

Nous avons plus de trente années d'expérience de la politique de développement et de la coopération internationale, et une excellente connaissance des institutions africaines et européennes. Nous nous concentrons sur la politique extérieure de l'UE et sur les politiques européennes et africaines relatives aux conflits, aux migrations, à la gouvernance, à la sécurité alimentaire, à l'intégration régionale, aux entreprises, aux finances et au commerce.

Nous comptons parmi nos partenaires des responsables au sein de ministères, d'institutions et d'organisations internationales, des membres de groupes de réflexion et de milieux universitaires, et des acteurs sociaux et économiques d'Afrique, d'Europe et d'ailleurs. ■



Carmen Torres (ECDPM) avec Shida Mahenge Nestory à Arusha (Tanzanie).

CE QUE NOUS OFFRONS

DES CONSEILS ET DES FORMATIONS

Nous fournissons des conseils pragmatiques, des formations et un soutien.

DES ÉTUDES ET DES ANALYSES

Nous fournissons des études, des analyses pointues et des idées nouvelles.

DES ÉVÈNEMENTS

Nous organisons des débats, des conférences et des ateliers dans le cadre desquels nous nous exprimons.

DES PARTENARIATS ET DES DIALOGUES

Nous mettons des interlocuteurs en contact ; nous établissons des partenariats ; et nous créons des espaces de dialogue.

DES INFORMATIONS SPÉCIALISÉES

Nous fournissons des informations de base à nos partenaires et aux médias.

“

Nos experts indépendants fournissent des analyses pointues alimentées à la fois par des recherches et des idées nouvelles. Être au service de politiques efficaces exige toutefois de ne pas rester en coulisses mais de collaborer étroitement avec ceux qui conçoivent et exécutent les politiques ainsi qu’avec ceux qui en sont affectés. Nous réunissons différents groupes autour de la table, nous ouvrons la voie au débat et nous veillons à ce que chacun puisse faire entendre sa voix. Nous fournissons conseils et formations, et concevons des solutions pratiques ensemble.

CE QUI NOUS DISTINGUE



Nous sommes davantage qu’un groupe de réflexion.

Nous sommes des chercheurs et des analystes, mais également des facilitateurs, des conseillers, des évaluateurs et des formateurs. C’est la combinaison de ces rôles qui nous distingue d’autres groupes de réflexion. Pour favoriser des politiques efficaces, il nous faut avoir une connaissance approfondie de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas, d’une part, et, de l’autre, travailler avec les intervenants déterminants pour la mise en œuvre desdites politiques.



Nous sommes indépendants.

Notre situation unique en termes de financement nous permet de conserver une autonomie opérationnelle et de définir notre propre agenda non partisan. Nous ne sommes pas là pour servir un quelconque intérêt, hormis celui des personnes les plus vulnérables de la société.



Nous regardons au-delà des promesses.

Qu’un changement de politique soit positif, négatif ou sans effet dépend généralement de toute une série de facteurs et d’acteurs. Aussi veillons-nous à regarder au-delà des déclarations pour analyser ce qui impulse ou ce qui entrave le changement. Autrement dit, nous nous intéressons à l’ensemble des incitations et contraintes politiques.



Nous connaissons dans ses moindres détails le paysage de la politique africaine et européenne.

Les relations Afrique-Europe sont au cœur de notre action. Une collaboration de plus de trente ans avec des institutions, des gouvernements et des partenaires sur les deux continents nous a permis de créer un vaste réseau, d’acquérir une solide mémoire institutionnelle de ce qui a – et de ce qui n’a pas – fonctionné jusqu’ici et de parvenir à prédire l’évolution des politiques.



Nous nous inscrivons dans la durée.

L’instauration de politiques efficaces ne se fait pas du jour au lendemain. Nous nous impliquons dans ce processus du début à la fin et nous nous engageons à long terme auprès de nos partenaires afin d’accomplir ensemble des changements au fil du temps.

Anna Knoll (ECDPM) à Shire (Éthiopie) avec une équipe de recherche chargée de l’évaluation du programme régional de protection et de développement.

NOS PROGRAMMES

Notre travail contribue directement aux objectifs mondiaux énoncés dans le programme de développement durable à l'horizon 2030, et plus particulièrement à ses objectifs 2 (faim « zéro »), 8 (travail décent et croissance économique), 10 (réduction des inégalités), 16 (paix, justice et institutions solides) et 17 (partenariats en vue du développement durable). Notre action contribuera en outre de façon indirecte aux objectifs mondiaux 1 (élimination totale de la pauvreté), 5 (égalité des sexes), 9 (industrie, innovation et infrastructure), 12 (consommation et production responsables), 13 (mesures contre le changement climatique) et 15 (écosystèmes terrestres).

Nous concentrons stratégiquement notre travail au travers de cinq programmes interdépendants. Les deux premiers s'articulent autour des institutions européennes et africaines tandis que les trois autres sont davantage thématiques.

AFFAIRES EXTÉRIEURES EUROPÉENNES

L'UE doit gérer une série de défis dans son environnement proche tout en s'efforçant d'avoir un rôle plus important dans la résolution des problèmes du développement mondial. Nous voulons aider les institutions et les États membres de l'UE à élaborer une politique extérieure et de sécurité qui soit cohérente et efficace sans éluder pour autant les réflexions et analyses critiques qui contribuent à leur responsabilisation.

INSTITUTIONS AFRICAINES

Les institutions africaines prennent des mesures importantes pour mettre en place les structures de gouvernance indispensables face aux nouvelles dynamiques sociétales. Le continent africain n'en reste pas moins fréquemment confronté à des soulèvements sociaux, des violences électorales, des faits de corruption et une dépendance financière. Nous voulons aider les institutions africaines à remédier aux causes et aux conséquences d'une faible gouvernance.

MIGRATION

La migration et la mobilité peuvent favoriser le développement en impulsant le changement social et économique, mais elles peuvent également engendrer des défis majeurs. Nous voulons contribuer à relever ceux-ci en utilisant le potentiel de la migration au profit du développement mondial et

en améliorant le dialogue et la coopération entre l'Europe et l'Afrique en la matière.

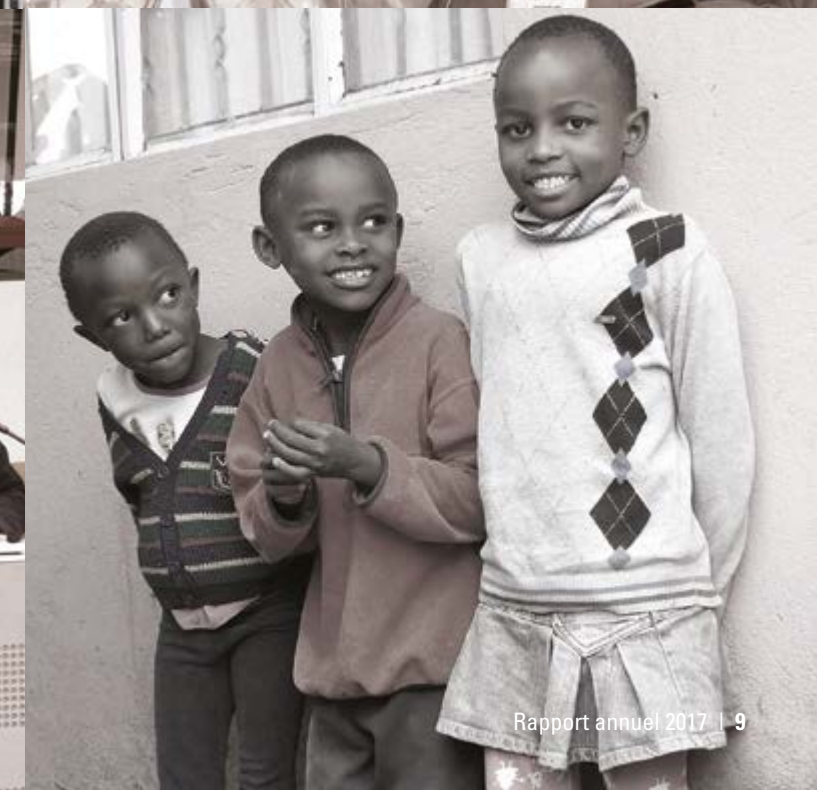
SÉCURITÉ ET RÉSILIENCE

Les institutions africaines et européennes restent tiraillées entre l'apport d'une aide au développement à long terme et la fourniture d'une aide humanitaire et de crise. Nous voulons contribuer à l'instauration de meilleures transitions entre les réponses à court terme dans le cadre de conflits et un développement durable de longue haleine.

TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE ET AGRICOLE

La transformation économique et agricole est au cœur de multiples stratégies africaines et européennes de développement. Elle peut créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité ; mettre un terme à la faim ; et stimuler la croissance économique. Notre but est de contribuer à la réalisation de ces objectifs. Nous nous concentrons sur le secteur privé, les finances, le commerce, l'intégration régionale et les systèmes alimentaires durables.

Nos différents programmes participent conjointement à nos activités axées sur les relations Afrique-Europe, les relations entre l'Europe et le groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), l'Afrique du Nord, la cohérence des politiques en faveur du développement (durable), le changement climatique, le genre et la jeunesse. ■



POINTS CLÉS

► Les pages suivantes proposent un tour d'horizon de notre année en commençant par un rappel des temps forts de janvier à décembre. Les pages 12 à 35 sont ensuite consacrées à la description détaillée de douze projets qui illustrent l'action de nos différents programmes en 2017 et notre contribution au programme de développement durable à l'horizon 2030, ainsi que les liens entre toutes nos activités.

 Dans la perspective du sommet de Malte sur les migrations, nous avons initié une étude majeure constituant la preuve solide de la forte incidence de la crise des réfugiés sur les dépenses de l'Europe en faveur du développement.

 Nous avons animé une retraite d'équipe stratégique avec la délégation de l'UE à Addis-Abeba (Éthiopie) afin que ladite équipe comprenne mieux le mandat, le rôle et le positionnement de la délégation dans un contexte particulièrement visible et complexe.

 L'édition annuelle de notre « Challenges Paper » a été consacrée aux défis et opportunités pour les relations Afrique-Europe en 2017. Nous avons présenté cette publication-phare à des fonctionnaires européens et ACP dans les locaux de la représentation permanente de Malte auprès de l'UE à Bruxelles (Belgique).

 Les jeunes membres du personnel de l'ECDPM ont organisé des ateliers interactifs sur le thème de l'agriculture climato-intelligente et des relations Afrique-Europe dans le cadre du Yo!Fest 2017, qui s'est tenu à Maastricht (Pays-Bas). Le Yo!Fest est un événement culturel et politique organisé par les jeunes et pour les jeunes.

 Nous avons rejoint le Brussels Binder, initiative destinée à renforcer la diversité dans les débats sur les politiques. Ce groupe a introduit début 2018 une base de données regroupant des expertes exerçant leur activité dans divers domaines d'action en Europe.

 Nous avons organisé à Bruxelles, en collaboration avec le programme des Nations unies pour le développement, une conférence au cours de laquelle nous avons discuté des défis politiques et économiques à relever par l'Afrique centrale avec des représentants de la CEEAC et de la CEMAC – deux organisations régionales d'Afrique centrale.

 Nous avons participé au Forum de Tana, événement unique et de haut niveau consacré à la paix et la sécurité qui se tient chaque année à Bahir Dar (Éthiopie). Nous avons distribué à cette occasion notre document récapitulant trois années d'analyse d'impact sur l'architecture africaine de paix et de sécurité.

 Nous avons pris part à la réunion finale du Migration Strategy Group (MSG), que nous avons rejoint en 2016 à l'invitation de la Fondation Robert Bosch, de la Fondation Bertelsmann et du Fonds Marshall allemand (États-Unis). Le groupe a fourni des apports à l'Allemagne en sa qualité de co-présidente du Forum mondial 2017 sur les migrations et le développement.

(À droite) San Bilal (ECDPM) prend la parole à l'occasion d'un panel sur l'exploitation minière responsable organisé à Bruxelles (Belgique) lors des journées européennes du développement 2017. (En bas) Luckystar Miyandazi (ECDPM) prend la parole à l'occasion d'un panel sur la justice fiscale en faveur du développement organisé à Bruxelles (Belgique) lors des journées européennes du développement 2017.



 L'organisation ougandaise Barefoot Law, qui a remporté le prix Roi Baudouin 2016-2017 pour le développement en Afrique, a évoqué son histoire à l'occasion d'un séminaire organisé dans nos bureaux de Bruxelles. Elle souligne l'importance des jeunes et des technologies pour l'avenir de l'Afrique.

 Lors des journées européennes du développement 2017, nous avons animé et pris la parole dans pas moins de six sessions portant sur la paix et la sécurité, la culture, la justice fiscale, l'extraction minière et les entreprises. Nous avons également organisé avec le European Think Tanks Group notre traditionnel « petit déjeuner des agents du changement » (*changemakers breakfast*) au cours duquel des décideurs débattent de l'avenir de la politique de développement de l'UE.

 Nous avons animé une réunion informelle des groupes de travail « développement » (CODEV) et « aide humanitaire et aide alimentaire » (COHAFA) du Conseil à Tallinn dans le cadre de la présidence estonienne de l'UE. La réunion a été principalement consacrée à la communication de la Commission européenne sur la résilience et à ses implications pour les liens entre sécurité et développement, d'une part, et entre aide humanitaire et développement, d'autre part.

 Nous avons pris la parole lors d'une réunion informelle du groupe de travail « coopération au développement » (CODEV), organisée à La Valette par la présidence maltaise de l'UE sur le thème de la mise en œuvre efficace du nouveau consensus européen pour le développement.

 Nous avons présenté notre méthodologie novatrice en matière de cohérence des politiques et de sécurité alimentaire lors d'un événement en marge du Forum politique de haut niveau des Nations unies pour le développement durable à New York.

 Nous avons organisé à l'intention des membres du personnel de Woord en Daad, de PARTOS et de la Fondation Max van der Stoep – ONG néerlandaises – ainsi que du ministère néerlandais des affaires étrangères, une session de formation de deux jours consacrée à la cohérence des politiques en faveur du développement durable et à l'analyse d'économie politique.

 Dans la perspective des nouvelles négociations sur le budget de l'UE, nous avons publié une série de rapports et de blogs examinant les questions soulevées par le prochain budget. À l'invitation de la représentation permanente de la Suède à Bruxelles, nous avons fourni une première analyse stratégique du prochain budget aux États membres européens, à la Commission européenne et au Service européen pour l'action extérieure. Nous avons également fait partie de l'équipe chargée de rédiger un rapport de synthèse indépendant sur les évaluations des instruments de financement extérieur de la Commission européenne.

 Nous avons publié au cours de l'année plusieurs analyses consacrées au Brexit en mettant l'accent sur ses répercussions au niveau du développement, du commerce et des relations ACP-UE.

 La Fondation Bill & Melinda Gates a accordé une importante subvention à l'European Think Tanks Group via l'ECDPM. Le Centre et les autres membres du Groupe collaboreront étroitement dans l'avenir prévisible sur des thèmes liés à la mise en œuvre des objectifs mondiaux, au budget de l'UE et aux partenariats de l'UE pour le développement.

 Nous avons pris part à plusieurs panels de la quatrième conférence internationale « NOW » sur la jeunesse africaine et la migration qui, organisée à Kampala (Ouganda), a rassemblé des participants venus de plus de dix pays d'Afrique subsaharienne, des experts européens, des politiciens, des réfugiés et de jeunes activistes. Leurs recommandations visaient à influencer les discussions et les résultats du sommet UA-UE.

 L'ancien président nigérian Olusegun Obasanjo et Gregg Mills de la Fondation sud-africaine sont venus en nos bureaux de Bruxelles pour présenter leur ouvrage « Making Africa Work », réflexion critique sur la situation économique des pays africains.

 Lors de la Conférence sur la paix et la sécurité qui s'est tenue à Abuja (Nigeria), nous avons évoqué la dimension régionale de la paix et de la sécurité en Afrique, les liens avec le niveau panafricain et la jeunesse africaine.

 La Fondation africaine pour le développement des capacités et le Réseau pour la justice fiscale-Afrique nous ont invité à prendre la parole et à animer deux sessions lors de la cinquième conférence panafricaine sur les flux financiers illicites et la fiscalité qui a eu lieu à Nairobi (Kenya).

 Dans la perspective de la réunion des ministres de l'agriculture du G7 à Bergame (Italie), nous avons publié en collaboration avec Save the Children Italie un document sur le rôle des partenariats public-privé pour mettre un terme à la faim et à la malnutrition.

 Nous avons animé avec l'African Institute for Security Studies (AISS) une session à l'intention du ministère néerlandais des affaires étrangères, de l'ambassade des Pays-Bas à Addis-Abeba, de la délégation des Pays-Bas auprès des NU et de la task force du ministère pour le conseil de sécurité des NU – le but étant d'étendre leurs connaissances de l'Union africaine et de son conseil de paix et de sécurité, et d'examiner de quelle manière ils géraient l'émergence de problématiques de paix et de sécurité.

 Durant la réunion annuelle du Comité mondial de la sécurité alimentaire, qui se tenait à Rome (Italie), nous avons organisé avec la mission permanente de l'Italie, ActionAid et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, un événement parallèle basé sur notre étude des liens entre migration et sécurité alimentaire et nutrition.

 Nous nous sommes adressés à l'Assemblée générale de l'EBCAM (European Business Council for Africa and the Mediterranean) en vue de partager notre expertise en matière d'approches et d'instruments de l'UE visant à mobiliser le secteur privé pour le développement durable de l'Afrique.

 Nous avons organisé avec la présidence estonienne de l'UE un événement consacré à l'avenir du partenariat ACP-UE qui a rassemblé des représentants des institutions de l'UE, des États membres européens, des institutions ACP et de l'Union africaine.

 Nous avons publié en collaboration avec le Centre des études méditerranéennes et internationales (CEMI), basé à Tunis, un document sur les enjeux de l'autonomisation locale dans une Tunisie en transition. Nous avons également rédigé plusieurs articles à ce sujet pour la revue en ligne *Sada* (Carnegie Middle East Center).

En amont du sommet UA-UE d'Abidjan (Côte d'Ivoire), nous avons ouvert un dossier contenant des publications et des blogs consacrés à ce sommet, y compris une analyse d'économie politique du partenariat UA-UE. Nous avons également organisé un événement avec la Commission de l'Union africaine. Durant le sommet et à l'issue de celui-ci, nous avons été interviewés par une série de médias africains et européens, à propos des migrations principalement.

 Nous avons analysé les avancées de l'Union africaine concernant la mise en œuvre de la taxe de 0,2 % appliquée aux importations non africaines éligibles afin de financer ses programmes et ses opérations de paix et de sécurité.

 Nous avons compilé l'ensemble de notre travail sur le genre et le développement dans un dossier en ligne. Nos réalisations comprenaient en 2017 des documents sur le genre et la sécurité alimentaire ainsi que sur les femmes et la médiation. Nous avons également publié un numéro spécial de notre revue *Great Insights* sur le thème du genre.

 Nous avons initié la première phase d'une étude de grande envergure sur la dynamique de l'économie politique des organisations régionales d'Afrique, parrainée par le ministère allemand de la coopération économique et du développement. Le projet rassemble en une seule et même étude des informations concernant 17 organisations et toute une série de domaines d'action. Notre dossier en ligne permet d'accéder aux 31 premiers rapports ainsi qu'à deux outils interactifs novateurs.

JANVIER

FÉVRIER

AVRIL

MAI

JUIN

JUILLET

AOÛT

SEPTEMBRE

OCTOBRE

NOVEMBRE

DÉCEMBRE



Karim Karaki et Sophie Desmidt (ECDPM) animent un atelier consacré aux relations Afrique-Europe lors du Yo!Fest 2017 à Maastricht (Pays-Bas).



Geert Laporte (ECDPM) interviewe Gerald Abila, fondateur de Barefoot Law.



Andrew Sherriff (ECDPM) présente notre travail relatif au budget de l'UE chez CONCORD Suède.



Geert Laporte (ECDPM) a été le modérateur d'un débat sur l'avenir du partenariat ACP-UE réunissant Michel Arrion, ancien chef de délégation de l'Union européenne près le Nigéria et la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest ; Mohamed Igueh Ofleh, économiste principal de la mission permanente de l'Union africaine auprès de l'UE ; et Günter Nooke, représentant d'Angela Merkel en Afrique, organisé à Bruxelles (Belgique) par l'ECDPM et la présidence estonienne de l'UE.

► Les relations ACP-UE ont été au cœur de notre mission depuis 1986. L'Union européenne (UE) et le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) régissent leurs relations depuis 1975 au travers d'une succession d'accords de partenariat. Le plus récent, l'Accord de partenariat de Cotonou, vient à échéance en 2020. Les négociations officielles sur un nouveau partenariat ne débuteront qu'en 2018 mais le sujet est déjà largement débattu depuis plusieurs années.



Geert Laporte (ECDPM) s'exprime lors d'un débat sur l'avenir du partenariat ACP-UE organisé à Bruxelles (Belgique) par l'ECDPM et la présidence estonienne de l'UE.

RELATIONS ACP-UE : QUEL AVENIR ?

On a assisté en 2015 et 2016 à l'apparition au sein de l'UE et dans certaines parties des ACP de profondes divergences de vues concernant la poursuite du partenariat. Des questions fondamentales ont été soulevées quant à ses avantages et à son efficacité dans un monde qui s'est profondément transformé au cours des vingt dernières années. L'accord de Cotonou a-t-il atteint ses objectifs ? Un nouveau partenariat serait-il encore pertinent ? Et, dans l'affirmative, quelle devrait en être la forme ?

Nous avons réalisé deux études de grande envergure qui constituent une base d'éléments factuels permettant d'orienter ce débat polémique vers des solutions plus réalistes et viables au profit de toutes les parties concernées. Nous y examinons les relations de pouvoir, les intérêts et motivations politiques et économiques, de même que l'attrait politique de l'accord actuel, et nous y analysons plusieurs scénarios possibles pour un futur partenariat.

Nous appuyant sur ces deux études, qui ont désormais leur place dans les bibliothèques de bon nombre d'institutions ACP et européennes et d'acteurs participant directement aux négociations, nous nous sommes intéressés de plus près cette année à la proposition « parapluie » de l'UE, laquelle comprend des accords distincts pour les différentes régions ACP. Nous avons prôné une autre approche de ce scénario qui consiste à se concentrer totalement sur les régions et à repenser fondamentalement le rôle et la mise en place du cadre général ACP-UE.

Nous avons continué de remplir parallèlement notre rôle d'intermédiaire en réunissant notamment diverses voix à l'occasion d'événements organisés en Europe et en Afrique en présence de parties officielles et non officielles, y compris la présidence estonienne de l'UE et la commission de l'Union africaine. Nous avons collaboré avec plusieurs États membres de l'UE, à la fois de façon formelle et informelle, en vue de les aider à définir leur prise de position dans le débat.

Durant la phase de négociations, notre travail portera sur les grands domaines de réforme que réclament les relations ACP-UE, et sur le lien essentiel entre les relations ACP-UE et les relations Afrique-Europe. ■



Pour en savoir plus à propos de notre travail en matière de relations ACP-UE ou contribuer au débat, n'hésitez pas à consulter la page ecdpm.org/acpeu de notre site ou à prendre contact avec Geert Laporte, Jean Bossuyt ou Alfonso Medinilla via ecdpm.org/people.



Karim Karaki, Philomena Apiko et Sophie Desmidt (ECDPM).

Kesaobaka Pharatlhathe, Meritxell Sayós Monràs, Noemi Cascone et Pauline Veron (ECDPM) participent à la campagne #WishingWell initiée sur les réseaux sociaux par les ambassades néerlandaise et danoise d'Addis-Abeba en vue du sommet UA-UE.



► Tout comme les relations ACP-UE, les relations Afrique-Europe font largement partie de notre identité. L'année 2017 a marqué une étape majeure dans le partenariat de longue date entre les deux continents puisque les dirigeants africains et européens se sont réunis à Abidjan pour un cinquième sommet depuis 2000. L'adhésion du Maroc à l'Union africaine en a fait le tout premier sommet UA-UE. Son objectif : resserrer les liens politiques et économiques entre les deux continents et mettre les jeunes générations à l'avant-plan du partenariat Afrique-Europe.

UN MESSAGE AUX DIRIGEANTS AFRICAINS ET EUROPÉENS : « POURSUIVRE DANS LA MÊME VOIE NE SUFFIRA PAS »

Le dernier sommet UA-UE, tenu en 2014, avait donné lieu à de multiples promesses et engagements politiques, mais le partenariat n'a pas été à la hauteur de ses aspirations et de ses ambitions. Dans la perspective du sommet de 2017, nous nous sommes posé une série de questions : quelles seront les questions débattues par les leaders européens et africains et quels seront les sujets qu'ils éviteront ? Quel est l'état actuel de la relation et comment la renforcer ? Les deux parties parviendront-elles à se défaire de vieilles habitudes et à laisser de côté certains intérêts directs ?

Nous avons analysé en vue de ce sommet l'état actuel des relations entre les deux continents et recensé les domaines dans lesquels le partenariat peut avancer sur des bases réalistes. Nous avons informé les décideurs au moyen d'une analyse d'économie politique, d'une série de blogs et d'un numéro spécial de notre revue *Great Insights*, et nous nous sommes efforcés de mettre en communication le monde politique à haut niveau et une audience plus large en Europe et en Afrique. Nous avons insisté dans toutes nos publications sur le fait qu'il ne suffirait plus de poursuivre dans la même voie.

Nous avons réitéré également l'importance d'une mise en corrélation du partenariat UA-UE avec les négociations concernant le partenariat ACP-UE, étant donné que ces deux partenariats sont inextricablement liés. Une interaction régulière avec la commission de l'Union africaine a renforcé la prise de conscience quant au rôle de l'UA dans les négociations sur le futur partenariat ACP-UE.

Tout au long de l'année, nous avons organisé et animé plusieurs événements en rapport avec le sommet et le dialogue UA-UE, avec la commission de l'Union africaine, des délégations d'étudiants d'Europe et d'Afrique et l'ancien

président nigérian Obasanjo notamment. Nous avons été approchés avant et après le sommet par une série de médias européens et africains demandant notre avis sur les principaux éléments du partenariat de l'Europe avec l'Afrique, et plus particulièrement à propos de la migration. ■

Pour en savoir plus à propos de notre travail en matière de relations Afrique-Europe, n'hésitez pas à consulter la page ecdpm.org/afriqueurope de notre site ou à prendre contact avec Geert Laporte ou Jean Bossuyt via ecdpm.org/people.



► « La jeunesse » était le thème officiel du sommet UA-UE à l'occasion duquel les dirigeants africains et européens ont convenu que les jeunes sont une priorité pour les deux continents en raison de leur importance déterminante pour la croissance économique comme pour l'innovation sociale, technologique et politique. Or ils vivent des temps de plus en plus difficiles tant en Afrique qu'en Europe.

LA JEUNESSE : UNE PRIORITÉ COMMUNE DE L'AFRIQUE ET DE L'EUROPE

Le continent africain rajeunit de jour en jour et les jeunes y manifestent une inquiétude croissante face à l'absence de création d'emplois et au déficit en qualifications. Les sociétés européennes, pour leur part, vieillissent et connaissent des taux de chômage sans précédent, et les jeunes y éprouvent de l'incertitude quant à leurs perspectives d'emploi et de formation.

Bien que la jeunesse ne figure pas parmi nos principaux axes de travail, nous avons écrit cette année plusieurs articles à propos des défis à relever et des opportunités à saisir par les jeunes. Nous nous sommes également engagés dans une série d'initiatives de jeunes. Nos ateliers dans le cadre du Yo!Fest 2017, par exemple, ont sensibilisé les participants – des jeunes de toute l'Europe – aux relations Afrique-Europe et à l'adaptation de l'agriculture au changement climatique, et nous a permis de mieux percevoir comment la jeunesse actuelle envisage les grandes problématiques sur lesquelles nous travaillons.

Nous avons été invités, en amont du sommet UA-UE, à faciliter l'initiative « Youth plug-in » de l'Union africaine et de l'Union européenne, qui a réuni 36 jeunes Européens et Africains préparant ensemble des idées à soumettre aux dirigeants à l'occasion de ce sommet. Lors de leur séjour à Bruxelles, nous avons organisé à leur intention une série de réunions avec des organisations membres de notre réseau. Ils ont également rencontré nos experts en vue d'échanges sur des questions relatives aux relations Afrique-Europe.

Dans le même esprit, nous avons rencontré un groupe de jeunes leaders africains et européens, de jeunes représentants du ministère danois des affaires étrangères et de jeunes membres du Service européen pour l'action extérieure afin de débattre des défis à relever et des opportunités à saisir par les jeunes – dans la perspective de leur rencontre avec le ministre danois des affaires étrangères et du commissaire Moussa Faki de l'Union africaine.

En 2018, nous prévoyons de nous intéresser de plus près à l'agenda de l'Afrique pour la jeunesse et d'étudier ce que font les organisations régionales africaines face aux défis et opportunités pour les jeunes – en ce compris l'éducation, l'emploi et l'inclusion politique. ■



Pour en savoir plus à propos de notre travail concernant la jeunesse ou contribuer au débat, n'hésitez pas à prendre contact avec Kesaobaka Pharatlhatlhe ou Kathleen van Hove via ecdpm.org/people.

IMPACT DES MIGRATIONS SUR L'AIDE EXTÉRIEURE EUROPÉENNE

Nous avons inauguré en 2017 un nouveau programme exclusivement consacré à la migration. Nous avons étudié de quelle manière ce phénomène affecte les relations Afrique-Europe et la coopération au développement ; ce que font les dirigeants africains pour gérer cette problématique ; et ce que l'Europe a fait et va faire pour réguler les flux migratoires. D'autres analyses se concentrent sur les pays d'Afrique du nord et sur le lien entre sécurité alimentaire, genre, nutrition et migration.

Nous avons été interviewés par plusieurs médias européens en 2017 et invités à prendre la parole et à co-organiser différents événements de haut niveau, parmi lesquels des événements organisés par ou avec le Parlement européen, l'Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée et le MSG (Migration Strategy Group) sur la coopération internationale et le développement.

La pièce maîtresse de notre travail a été une étude consacrée aux effets de la crise des réfugiés sur la coopération au développement avec les pays partenaires – en Afrique plus particulièrement. Nous avons examiné les dépenses effectuées au titre de l'aide publique au développement par la Suède, le Danemark, les Pays-Bas, l'Allemagne et la Commission européenne entre 2014 et mi-2016. Commanditée par l'EBA (Swedish Expert Group for Aid Studies), cette étude est parmi les premières à avoir procédé à un relevé systématique des effets de la crise des réfugiés sur la coopération européenne au développement. Notre présentation dans la salle de presse du Premier ministre suédois a donné lieu à de nombreuses demandes de suivi et d'interviews. L'étude a été publiée juste à temps pour le sommet de Malte sur la migration.

Nous continuerons de nous concentrer durant l'année à venir sur la mise en œuvre des cadres européens en matière de migration, tels que le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, les pactes de l'UE pour les migrations, le cadre de partenariat et le plan d'action de La Valette ; ainsi que sur les processus et pratiques de l'Afrique en matière de migration et de développement mondial tels le pacte mondial sur les migrations et le pacte mondial sur les réfugiés. ■



Pour en savoir plus à propos de notre travail sur les migrations ou nous faire part de certaines idées, n'hésitez pas à consulter la page ecdpm.org/migration de notre site ou à prendre contact avec Anna Knoll, Noemi Cascone ou Tasnim Abderrahim via ecdpm.org/people.

► Bien que la jeunesse ait été le thème officiel du sommet UA-UE, la migration a monopolisé une large part des débats. Depuis plusieurs années, un flux de réfugiés et de migrants clandestins arrive en Europe en provenance ou via des pays africains. L'Europe continue donc de se tourner vers l'Afrique pour s'attaquer aux causes qui sous-tendent ces mouvements. Les deux continents ont collaboré pour tenter de résoudre la crise, mais les avancées sont restées lentes.

Route vers l'aéroport d'Entebbe (Ouganda).

► Si la migration est l'un des défis majeurs auquel l'Europe doit faire face depuis quelques années, les questions de sécurité n'en ont pas moins occupé l'esprit de nombreux Européens. Les attaques terroristes, les conflits se rapprochant des frontières de l'Europe, la montée des partis politiques populistes et nationalistes et le Brexit sont autant d'éléments qui contribuent à une transformation rapide du climat politique en Europe.



Matthias Deneckere (ECDPM) s'entretient avec Tobias Flessenkemper, consultant associé ; Stefan Feller, ancien conseiller en politique aux Nations unies ; et Martijn Neef de TNO.

UNE EUROPE EN MUTATION : QUELLE INCIDENCE SUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX ?

L'évolution du climat politique en Europe aura probablement des répercussions majeures sur la coopération internationale et au développement, y compris sur les priorités en matière de paix et de sécurité à l'étranger en général et en Afrique en particulier. Aussi nous sommes-nous posé la question suivante : « Dans quelle mesure les changements intervenant en Europe affectent-ils le soutien politique et financier des pays européens à la consolidation de la paix et à la prévention des conflits violents dans le reste du monde ? ». Début 2017, nous avons approché Humanity United, une fondation basée aux États-Unis, pour qu'elle cofinance avec nous un projet de recherche visant à répondre à cette question.

Nous avons analysé ce qui motive le soutien à la consolidation de la paix au niveau des institutions de l'UE et de plusieurs États membres, et la raison pour laquelle une réflexion et une gestion de crise à court terme semblent prévaloir sur la prévention et les approches à long terme de la paix et de la sécurité – cette démarche impliquant de s'intéresser également à la politique et aux motivations bureaucratiques.

Nous nous sommes concentrés, dans le cadre de ce projet, sur les institutions de l'UE, l'Allemagne, la Suède et le Royaume-Uni. Nous avons interrogé plus de 60 personnes appartenant à des ministères

des affaires étrangères, à des ONG, à des agences de développement et à des groupes de réflexion. La publication de quatre rapports de cas et d'un rapport final est prévue en 2018. Nous avons produit tout au long de l'année une série de blogs et d'interviews vidéos pertinents, parmi lesquels un entretien avec le directeur général du Bureau européen de liaison pour la construction de la paix (EPLO) et le directeur du Bureau de liaison des Nations unies pour la paix et la sécurité.

À ce jour, le projet a suscité l'intérêt de plusieurs États membres de l'UE et d'acteurs de la société civile partout en Europe. Étant donné que le soutien à la consolidation de la paix est un indicateur de changements plus vastes au niveau de la politique étrangère

et de développement, notre analyse jette les bases d'une discussion plus large. Elle offre à la communauté œuvrant à la consolidation de la paix, tant en Europe qu'aux États-Unis, l'occasion d'avoir une autoréflexion et d'examiner attentivement les facteurs qui sous-tendent le changement. ■

Pour en savoir plus à propos de ce projet ou contribuer au débat, n'hésitez pas à consulter la page ecdpm.org/peacebuildingeurope de notre site ou à prendre contact avec Andrew Sherriff, Pauline Veron, Matthias Deneckere ou Volker Hauck via ecdpm.org/people.



PROCHAIN BUDGET DE L'UE : LE MOMENT DE DÉFINIR LES PRIORITÉS INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURES

Le prochain budget de l'UE doit être fixé d'ici à 2020. La tâche ne sera guère aisée et les récentes évolutions politiques la compliquent davantage encore. En 2017, nous avons suivi de très près les premières étapes du processus tout comme nous l'avons fait lors des négociations des précédents budgets de l'Union.

Nous avons été l'une des premières organisations à publier des études et analyses indépendantes concernant le nouveau budget. Nous nous sommes concentrés sur les répercussions de celui-ci sur la politique étrangère, la coopération au développement et les relations Afrique-Europe. Dans quelle mesure les intérêts nationaux exerceront-ils une pression sur l'allocation de ressources à la gestion de la migration à l'échelon européen ? Quelle place sera donnée à l'éradication de la pauvreté et aux autres objectifs mondiaux ? Qu'est-ce que tout cela implique pour les relations Afrique-Europe ?

Nous avons alimenté très tôt les discussions et fait part de nos analyses auprès d'une série de décideurs clés parmi lesquels des délégués des États membres de l'UE, des membres du Service européen pour l'action extérieure et des membres de la Commission européenne. Nous avons également présenté nos travaux dans plusieurs capitales européennes. Notre principe de neutralité et notre démarche non partisane ont instauré la confiance dans les avis du Centre sur cette question délicate, ce qui permet à nos experts d'interagir avec des réseaux réputés difficiles d'accès et d'obtenir des informations de leur part.

Ce furent autant d'occasions pour nous d'insister sur la nécessité de parvenir à une flexibilité budgétaire qui permettrait à l'Europe de remédier à des lacunes éventuelles et de refléter non seulement l'évolution de l'engagement de l'Europe vis-à-vis du reste du monde mais également l'évolution des liens entre les politiques intérieures et extérieures de l'UE. Nous continuerons en 2018 de produire des analyses, de faciliter la discussion et de suivre de près les négociations jusqu'à ce qu'un accord sur le nouveau budget soit finalement trouvé. ■



Pour en savoir plus à propos de notre travail concernant le budget de l'UE ou contribuer au débat, n'hésitez pas à consulter la page ecdpm.org/mff de notre site ou à prendre contact avec Mariella Di Ciommo, Andrew Sherriff ou Meritxell Sayós Monràs via ecdpm.org/people.



► La modification du paysage politique de l'Europe aura inévitablement des répercussions sur le prochain budget septennal de l'UE – également appelé « cadre financier pluriannuel » ou CFP. Le CFP actuel s'élève à un peu moins de 1 100 milliards d'euros. Il vient à échéance en 2020, ce qui oblige les politiciens à trouver un nouvel accord sur ce qui est important pour l'Europe et sur la manière de répartir les ressources en conséquence.

Mariella Di Ciommo (ECDPM) interviewe Klaus Rudischhauser, ancien directeur général adjoint en charge de la coopération internationale et du développement à la Commission européenne, à propos du prochain budget de l'UE.

RÉÉVALUATION DE LA FACILITÉ DE SOUTIEN À LA PAIX POUR L'AFRIQUE

L'Europe a octroyé à l'Union africaine et aux communautés économiques régionales d'Afrique plus de 21,9 milliard d'euros au titre de la facilité de soutien à la paix pour l'Afrique depuis que cet instrument a été créé. L'évolution du paysage géopolitique en matière de sécurité conduit néanmoins à se demander s'il ne sert pas à conjurer sur le continent africain des menaces pour la sécurité de l'Europe elle-même plutôt qu'à autonomiser l'Afrique. La question de savoir quelle part de son budget doit être affectée à des situations d'urgence et quelle part doit être consacrée au renforcement des capacités à long terme devient de plus en plus pressante.

Nous avons été invités en 2017 à diriger le processus d'évaluation de la facilité de soutien à la paix pour l'Afrique par la Commission européenne, laquelle souhaitait mieux comprendre les succès de cette initiative et cerner les aspects susceptibles d'être améliorés. Avec quelle efficacité les fonds ont-ils été dépensés ? Quel en a été l'impact ? Dans quelle mesure ladite facilité a-t-elle permis à l'Afrique de résoudre des problèmes de sécurité sur le continent ?

Notre expertise reconnue nous a permis de rassembler des informations sur les points de vue respectifs, et de comprendre la manière dont l'Europe alloue son budget et dont l'Afrique perçoit l'aide dont elle bénéficie au titre de la facilité de soutien à la paix. Nous nous sommes entretenus avec des représentants de la Commission européenne, des délégations européennes, du département « paix et sécurité » de l'Union africaine, des communautés économiques régionales africaines, de la société civile et de différentes opérations de soutien à la paix – et nous nous sommes efforcés de rapprocher les divers points de vue.

Nous nous sommes également engagés directement auprès d'acteurs locaux en Afrique. Nous nous sommes rendus au Tchad pour en savoir davantage à propos des opérations de soutien de la paix en Afrique menées dans le cadre de la lutte contre Boko Haram ; et au Mali, où une mission de stabilisation de la sécurité menée il y a quelques années par l'Union africaine est désormais prise en charge par les Nations unies. Nous nous sommes également rendus au siège des Nations unies à New York (États-Unis), en Somalie, en République centrafricaine et en Guinée Bissau ; au siège de l'Union africaine à Addis-Abeba (Éthiopie) ; et au siège de la CEDEAO à Abuja (Nigeria). Le rapport d'évaluation final de ce projet de douze mois a été publié en mars 2018. ■



Pour en savoir plus à propos de l'évaluation ou nous faire part de certaines idées, n'hésitez pas à consulter la page ecdpm.org/apf de notre site ou à prendre contact avec Volker Hauck, Matthias Deneckere ou James Mackie via ecdpm.org/people.

► La facilité de soutien à la paix pour l'Afrique, financée par le Fonds européen de développement, a été créée en 2004 à la demande des dirigeants africains pour faire face aux menaces pesant sur la sécurité de leur continent. Mais les menaces sécuritaires croissantes et l'afflux de réfugiés en Europe ont conduit la Commission européenne à réévaluer cet instrument.

Volker Hauck (ECDPM) prend la parole à l'occasion d'un panel sur la facilité de soutien à la paix pour l'Afrique organisé à Bruxelles (Belgique) lors des journées européennes du développement 2017.

INDÉPENDANCE FINANCIÈRE DE L'AFRIQUE : LA « TAXE KABERUKA » DE 0,2 %

L'économiste rwandais Donald Kaberuka a suggéré en 2016 que les nations africaines imposent une taxe de 0,2 % sur les importations éligibles. Les recettes ainsi obtenues pourraient servir à financer les initiatives de l'Union africaine, y compris des opérations de paix et de sécurité. Nous avons été parmi les premiers groupes de réflexion au monde à effectuer et à publier une analyse approfondie de la proposition de Kaberuka.

Nous avons interviewé un large éventail d'acteurs clés, et notamment des membres de l'équipe de Kaberuka. Notre étude a examiné les avancées sur la voie de l'application de la taxe de 0,2 %. Elle porte également sur la légalité et à l'applicabilité universelle de cette taxe – point litigieux soulevé par certains États membres africains – et contient des observations sur la manière de réussir sa mise en œuvre. Ce travail a suscité beaucoup d'intérêt ainsi que des demandes d'étude de suivi.

Alors que notre mission s'est principalement déroulée en coulisses en 2017, et qu'elle s'est concentrée sur un travail de recherche, nous sommes impatients aujourd'hui d'avoir un rôle actif dans les enceintes où se prennent les décisions politiques. De nombreuses questions sans réponse nous ont incités à rester engagés sur ce thème. Quelle sera l'incidence de ce mode d'autofinancement sur les accords financiers mondiaux ? L'Afrique parviendra-t-elle à parler d'une seule voix au sein de l'Organisation mondiale du commerce ? Quel sera le soutien de l'Europe à cette nouvelle taxe ? ■



Pour en savoir plus à propos de notre travail concernant la proposition de Donald Kaberuka ou nous faire part de réflexions pour alimenter le débat, n'hésitez pas à consulter la page ecdpm.org/ozlevy de notre site ou à prendre contact avec Philomena Apiko via ecdpm.org/people.

► Les opérations de paix et de sécurité en Afrique dépendent largement de donateurs extérieurs tels que l'UE. Or ces contributions sont principalement associées à des urgences plutôt qu'à des programmes structurels de prévention, de reconstruction et de bonne gouvernance. Une autosuffisance financière permettrait à l'Union africaine de gérer plus efficacement les problématiques de sécurité et d'harmoniser les politiques à la fois à l'intérieur de ses différentes initiatives de paix et de gouvernance et entre celles-ci.



Elinuru Pallangyo (également connue sous le nom de Mama Shujaa wa Chakula) vend des légumes à feuilles cultivées dans son exploitation périurbaine d'Arusha (Tanzanie).

Des enfants suivent une formation agricole à la Fondation Watôto, qui bénéficie du soutien de Slow Food.

► **L'Union africaine s'inscrit dans un réseau complexe d'organisations régionales couvrant l'ensemble du continent. Les pays africains sont membres de six organisations régionales en moyenne, et ce chiffre atteint quatorze pour certains d'entre eux. Mais la multitude de structures locales améliore-t-elle réellement la coopération régionale ?**

ÉCONOMIE POLITIQUE DES ORGANISATIONS RÉGIONALES D'AFRIQUE

Nous avons été les témoins, au fil de nos nombreuses années de travail axé sur l'intégration régionale en Afrique, de la montée d'une frustration causée par la lenteur des avancées et l'absence de résultats. Si, de l'avis général, les pays doivent collaborer, il est fréquent que la concrétisation des programmes régionaux ne soit pas à la hauteur des ambitions. Aussi nous sommes-nous attachés en 2015 et 2016 à déterminer ce qui freine ou ce qui impulse l'intégration régionale en Afrique en nous penchant sur l'économie politique de six des principales organisations régionales africaines.

Notre dernier projet en date sur la dynamique de l'économie politique des organisations régionales africaines (« PEDRO ») va plus loin encore puisqu'il n'étudie pas moins de dix-sept de ces organisations. Il est réalisé sur la période 2016-2018 grâce au soutien du ministère allemand de la coopération économique et du développement (BMZ).

Fin 2017, nous avons inauguré une série de 31 études proposant un aperçu général de la situation actuelle de l'intégration régionale sur le continent africain. Elles couvrent un large éventail de secteurs et de thèmes allant de la gouvernance à la migration, à la paix et la

sécurité, à l'emploi des jeunes, au commerce, à l'industrialisation et à la sécurité alimentaire. Nous avons également publié en ligne un outil interactif qui permet de découvrir plus aisément l'historique, les priorités et les membres des dix-sept organisations couvertes par le projet ; il est complété d'une carte interactive montrant quels pays africains appartiennent à chacune des organisations régionales.

Largement partagé sur les réseaux sociaux, ce travail a suscité un vif intérêt de la part de diverses organisations régionales et parties prenantes internationales. Il est à l'origine de notre invitation à participer à la retraite ministérielle de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) au Swaziland afin de contribuer à l'élaboration de sa nouvelle stratégie. Nous avons co-organisé avec le programme de développement des Nations unies un séminaire consacré à deux organisations régionales d'Afrique

centrale, et nous avons procédé à l'évaluation de la mise en œuvre locale du mécanisme de libéralisation du commerce de la CEDEAO. Nous avons été approchés par la Banque mondiale et l'AERC (African Economic Research Consortium) en vue de projets en 2018. Nous publierons au cours de l'année à venir une nouvelle série d'études et de notes d'information. ■



Pour en savoir plus à propos de ce projet ou nous faire part de réflexions pour alimenter le débat, n'hésitez pas à consulter la page ecdpm.org/pedro de notre site ou à prendre contact avec Bruce Byiers ou Jan Vanheukelom via ecdpm.org/people.

► La sécurité alimentaire figure parmi les priorités de plusieurs organisations régionales couvertes par notre projet PEDRO. La croissance et l'urbanisation rapides de la population mondiale, et la persistance d'une dépendance de nombreuses économies à l'égard de l'agriculture, engendrent en effet d'importantes pressions pour répondre aux besoins alimentaires et nutritifs et concrétiser de nouvelles opportunités économiques. Or nos systèmes alimentaires actuels sont intenables, que ce soit sur le plan social, environnemental ou économique. Comment créer dès lors des systèmes alimentaires dont les populations, les profits et la planète soient les pierres angulaires ?

DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES RESPECTUEUX DES BESOINS DES POPULATIONS, DE LA VIABILITÉ ÉCONOMIQUE ET DE LA PLANÈTE

Nous avons adhéré en 2017 à un consortium d'universités italien dont l'objectif est la création de partenariats, de connaissances et de politiques plus performantes en faveur de systèmes alimentaires durables. Financée par le gouvernement italien, cette initiative d'une durée de deux ans rassemble des experts de toutes les disciplines et des parties prenantes locales d'Afrique. Notre propre contribution est notre expertise en matière de politiques européennes et africaines dans le domaine de la sécurité alimentaire, et nos méthodologies de mise en corrélation de la recherche, de la politique et de la pratique.

Le projet se concentre sur trois espaces géographiques caractérisés par trois systèmes alimentaires fondamentalement différents. Le premier est la région du lac Naivasha au Kenya, où les agriculteurs produisent du maïs et des fleurs – mais non sans effets nuisibles sur l'environnement. Notre but est de trouver des pistes permettant de mieux utiliser les ressources naturelles et de diversifier la production. La deuxième région est le district d'Iringa en Tanzanie, où notre mission est axée sur la durabilité économique. Le troisième volet, également en Tanzanie, est une étude des répercussions sociales et de l'impact nutritionnel de l'agriculture autour de la ville d'Arusha. Nos activités revêtent un caractère local, mais les résultats du projet seront valorisés aux niveaux national, régional et mondial.

Nous nous sommes principalement attachés en 2017 à préparer, en étroite collaboration avec nos partenaires, le plan même de la recherche. Nous recenserons au cours de l'année à venir les enseignements qui permettront d'améliorer la durabilité économique, sociale et environnementale des systèmes alimentaires, en veillant par exemple à mieux intégrer des produits de base tels que le maïs à des chaînes de valeur alimentaires traditionnelles telles que les légumineuses et les légumes.

Outre ce projet, nous avons poursuivi en 2017 nos travaux portant sur la sécurité alimentaire en Afrique : nous avons soutenu le développement de chaînes de valeur régionales pour le riz et le bétail en Afrique de l'ouest et mené des consultations nationales avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture en vue d'une meilleure mise en corrélation des politiques commerciales et agricoles en Afrique orientale et australe. ■



Pour en savoir plus à propos de ce projet ou nous faire part de réflexions pour alimenter le débat, n'hésitez pas à consulter la page ecdpm.org/sass de notre site ou à prendre contact avec Francesco Rampa, Carmen Torres, Hanne Knaepen ou Paulina Bizzotto Molina via ecdpm.org/people.

Graines oléagineuses de telfairia
(oysternuts en anglais et kouèmes en swahili).

IMPULSION AUX PARTENARIATS OSC-ENTREPRISES

Nous nous intéressons aux partenariats entre société civile et secteur privé depuis plusieurs années. Nos études de cas dans le secteur laitier et le secteur extractif en Afrique ont mis en lumière les moteurs et les freins à la création de partenariats entre les entreprises et les OSC, compte tenu de la diversité des intérêts et des attentes des acteurs concernés.

Notre tâche a principalement consisté à fournir aux gouvernements et autres partenaires de développement des éléments d'information leur permettant de mieux soutenir ce type de partenariat. Nous avons été invités en 2017 à présenter et analyser ce travail avec une série d'interlocuteurs concernés parmi lesquels le ministre luxembourgeois des affaires étrangères, des représentants du secteur privé et des acteurs de la société civile.

En 2017 encore, nous avons analysé et facilité le dialogue sur les initiatives sectorielles multiacteurs prises dans les États membres de l'UE pour renforcer la conduite responsable des entreprises dans les chaînes de valeur mondiales et en étudier le potentiel de transposition à l'échelle de l'UE. À la demande de sociétés minières, nous avons été les modérateurs des discussions organisées à Bruxelles entre sociétés minières, OSC et autres parties prenantes en vue d'une collaboration davantage structurée et constructive.

Au cours de l'année à venir, nous étudierons et soutiendrons des partenariats spécifiques incluant probablement le Partenariat européen pour des minerais responsables, qui vise à augmenter la proportion de minerais produits de manière responsable en provenance de zones touchées par des conflits et de zones à haut risque, et qui est considéré comme une mesure d'accompagnement au règlement de l'UE sur les minerais de conflit. Nous continuerons également d'étayer la réflexion et le dialogue sur le rôle de l'UE dans le renforcement de pratiques commerciales responsables de façon plus générale. ■



Pour en savoir plus à propos de notre travail ou nous faire part de réflexions pour alimenter le débat, n'hésitez pas à consulter la page ecdpm.org/csobusiness de notre site ou à prendre contact avec Jeske van Seters via ecdpm.org/people.

► Les partenariats ont un rôle déterminant dans notre projet de systèmes alimentaires durables. L'importance de la coopération au développement est également reconnue par le programme de développement durable à l'horizon 2030. L'un des dix-sept objectifs mondiaux est entièrement consacré aux partenariats. Des coalitions regroupant des entreprises et des organisations de la société civile (OSC), par exemple, s'avèrent indispensables à un développement durable. En aidant le secteur privé à adopter des pratiques commerciales socialement et écologiquement responsables, les OSC peuvent en améliorer l'impact sur le développement.

Mine de cuivre de Kansanshi en Zambie.

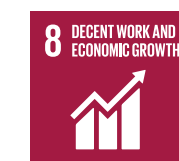
► Si l'Afrique ne devient pas plus attrayante pour le secteur privé, les investissements y resteront rares et la création de nouveaux emplois et de nouvelles opportunités s'en trouvera freinée. Adopté en septembre 2017, le plan européen d'investissement extérieur (PIE) vise à mobiliser des ressources financières à la fois publiques et privées en faveur du développement via le Fonds européen pour le développement durable (FEDD) et à favoriser un environnement favorable aux entreprises et aux investissements.

INVESTISSEMENTS POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE : LE PLAN EUROPÉEN D'INVESTISSEMENT EXTÉRIEUR

D'un point de vue européen, les banques de développement multilatérales et les institutions de financement du développement seront appelées à jouer un rôle majeur dans le déclenchement d'investissements durables – un rôle qu'elles pourraient notamment remplir en proposant des prêts et des garanties qui réduisent les risques pour les investisseurs potentiels. Mais il est tout aussi important, aux fins d'obtenir des résultats durables, de renforcer le rôle des acteurs locaux africains. Notre travail relatif aux instruments financiers de l'UE dans une perspective d'accès à l'énergie en Afrique subsaharienne a tiré les enseignements d'une approche intégrée et montré une utilisation plus efficace de la coopération entre acteurs européens et africains.

En mettant en lumière à la fois la vision européenne et la vision africaine, nous avons été un intermédiaire majeur pour la formulation des politiques en 2017. Nous avons participé à des réunions informelles lors du processus législatif du PIE et contribué au débat sur la conception de son cadre. Nous avons notamment pris la parole lors d'une audience publique et lors d'une réunion à huis clos au Parlement européen concernant la proposition de Fonds européen pour le développement durable. Nous avons interagi avec des ambassadeurs et parlementaires africains à l'occasion d'événements publics, et nous nous sommes adressés à l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE. Outre notre participation aux débats sur l'élaboration des politiques, nous avons été sollicités par d'autres agences de développement en quête d'orientations de notre part concernant la mise en œuvre du plan d'investissement.

Nous continuerons de nous concentrer en 2018 sur l'exécution de ce plan, y compris en Afrique du nord. Nous nous intéresserons également à la filiale de la Banque européenne d'investissement dédiée au financement du développement, et au rôle des banques de développement multilatérales et des institutions de financement du développement. Cette tâche sera complétée de recherches sur des questions plus larges touchant l'architecture européenne de financement du développement. ■



Pour en savoir plus à propos de notre travail ou nous faire part de réflexions pour alimenter le débat, n'hésitez pas à consulter la page ecdpm.org/eip de notre site ou à prendre contact avec San Bilal via ecdpm.org/people.



APPUI À L'APPRENTISSAGE ET À LA QUALITÉ

L'unité d'appui à l'apprentissage et à la qualité de l'ECDPM (unité LQS) veille à ce que l'apprentissage, la qualité et l'innovation restent au cœur de toutes nos activités. Nous agissons ainsi avec davantage d'efficacité en optimisant notre valeur ajoutée. C'est l'impact de l'ensemble du travail de l'ECDPM que l'équipe ambitionne, en définitive, d'augmenter.

L'unité assume quatre responsabilités principales :

Planification et révision – L'unité LQS dirige la planification opérationnelle du Centre ainsi que l'examen périodique des progrès accomplis dans le cadre des différents processus stratégiques auxquels il participe.

Suivi, évaluation, apprentissage et rapportage – Nous renforçons les approches et systèmes du Centre en matière de suivi et de rapportage, et fournissons conseils et soutien en vue d'améliorer la qualité de notre travail et de notre apprentissage. L'apprentissage et la révision s'articulent autour de théories du changement formulées pour étayer la mise en œuvre de la stratégie 2017-2021 de l'ECDPM.

Gestion interne et externe des connaissances – Nous supervisons la gestion interne des connaissances, en ce compris les processus organisationnels et les systèmes de données. Nous partageons également notre expertise en matière de gestion des connaissances avec les partenaires du Centre, et nous favorisons l'apprentissage au sein d'une audience plus large via des communautés de pratique, la curation de contenu et des plateformes de savoir et de dialogue.

Conseils et appui aux méthodes d'analyse et problématiques transversales – Nous aidons les programmes et les partenaires de l'ECDPM à affiner leurs approches et méthodes d'analyse (analyse d'économie politique et évaluation de la cohérence des politiques au service du développement notamment). Notre unité remplit une fonction de conseiller interne sur des dimensions telles que le genre et la sensibilité culturelle.

NOTRE UNITÉ EN 2017

Nous avons été impliqués dans un large éventail d'activités en 2017. Nous avons produit le plan de travail 2018 de l'ECDPM ; examiné et actualisé nos théories du changement ; et organisé des sessions consacrées à l'apprentissage au niveau des programmes. Nous avons veillé à mieux aligner nos systèmes et pratiques internes sur les exigences de suivi et de rapportage, et nous avons initié un processus de renforcement des méthodes de recherche et de la gamme de compétences de l'ECDPM.

Nous avons également conseillé nos collègues en matière d'analyse d'économie politique, poursuivi notre travail relatif à la cohérence des politiques en faveur du développement et créé une nouvelle task force consacrée à l'Afrique du nord.

LES ENSEIGNEMENTS DE L'ANNÉE

L'apprentissage est un élément clé de notre nouvelle stratégie. En l'intégrant dans nos diverses activités, nous ambitionnons d'acquérir des connaissances et des pratiques plus utiles encore ; de renforcer notre efficacité organisationnelle ; de mieux étayer notre programmation stratégique ;

et de réaliser nos ambitions. Les grands enseignements de cette année sont décrits ci-après en précisant les succès à notre actif et les améliorations encore possibles.

L'ENSEMBLE DU CENTRE

Les succès à notre actif – Les théories du changement sont un nouvel élément important de notre stratégie 2017-2021. Des examens internes ont mis en évidence l'utilité de ces théories pour orienter notre mission. Elles donnent le cap aux anciens comme aux nouveaux membres de nos équipes, et elles sont résilientes – même lorsque les temps changent.

Les améliorations possibles – Nous avons examiné nos méthodes de recherche et notre gamme de connaissances internes, et conclu que nous disposons d'un capital d'expertise impressionnant au sein de l'organisation. Il nous faut désormais veiller à mieux répartir les compétences individuelles dans l'ensemble de nos effectifs, et parmi nos collaborateurs en début de carrière en particulier.

PROGRAMME « AFFAIRES EXTÉRIEURES EUROPÉENNES »

Les succès à notre actif – En suivant de près et en analysant attentivement les négociations sur l'avenir des relations ACP-UE et le prochain budget de l'UE, nous avons construit des rapports de confiance parmi nos partenaires et autres parties prenantes, lesquels ont rendu hommage à notre expertise indépendante et à notre réflexion critique sur ces deux thèmes.

Les améliorations possibles – Nous aimerions nous impliquer davantage dans

les négociations sur le Brexit mais des limites de capacité en termes d'équipes nous en ont empêchés. Étant donné que l'avancée des négociations devrait leur conférer davantage de clarté en 2018, et que les capacités de nos équipes devraient s'accroître, nous effectuerons une analyse plus approfondie des implications que le futur partenariat entre l'UE et le Royaume-Uni pourrait avoir pour le développement et l'Afrique.

PROGRAMME « INSTITUTIONS AFRICAINES »

Les succès à notre actif – Nous avons contribué à approfondir l'analyse des cadres de gouvernance et de prévention des conflits en Afrique en étudiant les mécanismes continentaux et régionaux ainsi que le lien entre les deux. Nous avons également alimenté de façon opportune les débats concernant le financement de l'Union africaine et la lutte contre les flux financiers illicites. Enfin, nous nous sommes investis dans la création de partenariats en Afrique du nord, y compris avec des groupes de réflexion de premier plan spécialisés dans les relations entre l'UE et la région MENA (Moyen-Orient et l'Afrique du nord).

Les améliorations possibles – Étant donné l'étendue et la profondeur de certaines problématiques sur lesquelles nous travaillons, nous devons nous focaliser davantage encore sur la construction de partenariats, en Afrique plus particulièrement. Nous aimerions également donner une ampleur supplémentaire à notre travail sur les flux financiers illicites et la mobilisation des ressources nationales.

PROGRAMME « MIGRATION »

Les succès à notre actif – Nous nous sommes solidement établis en tant que nouveau programme. Nos travaux de 2017 ont été lus par de nombreux experts en matière de politique et de recherche et ont donné lieu à de multiples demandes de suivi allant de petites missions à des projets de plus grande envergure. Nous avons aussi collaboré régulièrement avec d'autres programmes de l'ECDPM afin d'établir un véritable lien entre migration et sécurité alimentaire, paix, intégration régionale et action extérieure de l'UE.

Les améliorations possibles – 2017 a été une année de démarrage et nous allons nous attacher à mieux définir notre créneau pour l'avenir. Nous aimerions nous concentrer davantage encore sur les pays d'Afrique du nord en 2018, et resserrer nos liens de collaboration avec des organisations locales en Afrique afin de mieux intégrer les points de vue africains à notre travail sur les migrations.

PROGRAMME « SÉCURITÉ ET RÉSILIENCE »

Les succès à notre actif – Nous avons entamé le resserrement de nos liens avec la communauté africaine œuvrant à la consolidation de la paix, et les réactions ont été positives jusqu'ici. Nous avons notamment étroitement collaboré avec l'Institut d'études sur la paix et la sécurité à Addis-Abeba dans le cadre d'un suivi conjoint de l'architecture africaine de paix et de sécurité. Nous avons également amorcé l'intégration du genre en tant que question de fond dans notre travail.

Les améliorations possibles – Au vu de la focalisation grandissante sur la stabilisation en matière de coopération internationale et des divers changements fondamentaux intervenant dans les politiques et cadres européens en matière de paix et de sécurité, nous devons étendre nos connaissances et nos réseaux en ce qui concerne les réponses aux crises.

PROGRAMME « TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE ET AGRICOLE »

Les succès à notre actif – L'étroite collaboration entre les quatre équipes du programme nous a permis de tisser de meilleurs liens entre les différents domaines d'action, de toucher une audience plus large et de répondre à des besoins stratégiques plus étendus. Nous avons la réussite de plusieurs grands projets à notre actif et nous sommes fortement engagés auprès d'un large éventail d'acteurs depuis des décideurs européens et africains de haut niveau jusqu'au secteur privé et aux acteurs locaux.

Les améliorations possibles – Nous avons jeté les bases d'un engagement plus systématique auprès du secteur privé au cours des prochaines années afin de mieux mobiliser son intérêt pour la durabilité. La démarche inclut, dans une perspective de sécurité alimentaire, les entreprises alimentaires et les supermarchés. Nous voulons en outre que notre travail ait une utilité directe pour les décideurs et nous nous attacherons à fournir des analyses de suivi facilitant l'application effective de nos recommandations. ■

COMMUNICATION

La communication est essentielle pour que l'ECDPM remplisse son rôle d'intermédiaire stratégique en faveur d'un dialogue éclairé sur les politiques. Nous avons pour mission de stimuler le dialogue avec les partenaires du Centre et de faire connaître notre travail et nos idées aux bonnes personnes, de la bonne façon et au bon moment. Cette démarche contribue à renforcer la compréhension et les capacités à l'égard de politiques et de pratiques davantage inclusives. Elle assied également notre légitimité et notre réputation, et accroît la confiance de nos audiences.

Notre équipe est pluridisciplinaire puisqu'elle regroupe des compétences en matière de médias sociaux, de relations avec la presse, de communication en ligne, de développement de sites web, de rédaction et d'édition, de production multimédia et de publications, de conception graphique et de curation de contenu.

NOTRE UNITÉ EN 2017

Notre unité a été dirigée en 2017 par une nouvelle responsable de la communication, Virginia Mucchi, qui nous apporte plus de vingt années d'expérience en communication, journalisme et politique européenne. Nous avons à notre actif cette année, outre nos activités habituelles, l'élaboration d'une nouvelle stratégie de communication ; le développement

d'un nouvel intranet, qui a été inauguré début 2018 ; et le remaniement de l'ensemble de nos publications principales, y compris notre revue *Great Insights* qui sera désormais trimestrielle. Nous avons entamé en fin d'année les préparatifs de mise en conformité avec la nouvelle réglementation de l'UE en matière de respect de la vie privée, qui entre en vigueur en mai 2018. ■

Site web



172 275 visiteurs

987 832 pages consultées

38% Europe
33% Afrique
15% Amérique
13% Asie
1% Océanie

Audiences en ligne et abonnés



+18%

7 523

followers sur Twitter



+5%

9 029

followers sur Facebook



+16%

11 971

abonnés à notre lettre d'information *Weekly Compass*



+26%

7 578

abonnés à notre revue *Great Insights*

Présence médiatique

Des interviews ont été diffusées et des articles ont paru dans les médias suivants : POLITICO, EURACTIV, Jeune Afrique, Forbes Afrique, AllAfrica, Sahel Standard, MO* Mondiaal Nieuws, Radio Bulgarie, la station radiophonique autrichienne FM4, Die Presse, Corriere della Sera, NOS, EenVandaag, NRC Handelsblad, De Groene Amsterdammer, Radio France Internationale, RTÉ – la chaîne publique irlandaise, Canvas, OmVärlden, Times of Malta, Tunis Daily News, l'Agence rwandaise d'information et le Zambia Daily Mail – entre autres.

Publications et produits multimédia



73

publications

23 815

téléchargements de magazines et publications



46

blogs

68 254

nombre de fois que nos blogs ont été lus en ligne



6

numéros de notre magazine *Great Insights*

255 869

nombre de fois que nos articles de magazines ont été lus en ligne



18 vidéos



18 975

nombre de fois que nos vidéos YouTube ont été visionnées



Virginia Mucchi (ECDPM) ; Gaspar Frontini, chef de l'unité « ODD, politique et cohérence » à la direction générale « Coopération internationale et politique de développement » de la Commission européenne (DG DEVCO) ; et Len Ishmael, ancien ambassadeur des États des Caraïbes orientales auprès de l'UE et Représentant permanent auprès de l'OMC, lors d'un débat organisé par l'ECDPM à Bruxelles (Belgique) sur le thème de l'engagement de l'UE vis-à-vis des pays à revenu moyen et des pays en développement plus avancés.

FINANCES

L'année 2017 a marqué pour l'ECDPM le début d'une nouvelle période stratégique – après une année de transition et d'incertitude financière durant laquelle la direction et le personnel sont parvenus à concrétiser les engagements et ambitions de la stratégie précédente tout en élaborant minutieusement la suivante.

L'année 2017 a marqué pour l'ECDPM le début d'une nouvelle période stratégique – après une année de transition et d'incertitude financière durant laquelle la direction et le personnel sont parvenus à concrétiser les engagements et ambitions de la stratégie précédente tout en élaborant minutieusement la suivante.

Grâce notamment à cette nouvelle stratégie, nous avons conservé le soutien financier du ministère néerlandais des affaires étrangères pour les cinq prochaines années. Nous sommes particulièrement honorés de cette décision prise en 2016 car elle montre à quel point notre organisation est appréciée et digne de confiance en ces temps de turbulence politique et d'abaissement du niveau de l'aide publique au développement.

Le soutien financier de certains autres de nos partenaires institutionnels n'a pas résisté à la montée des pressions : le Portugal l'a interrompu et les accords financiers avec quelques autres partenaires ont pris fin en 2017 ou devraient s'achever en 2018. Nous sommes dès lors d'autant plus heureux que l'ensemble de nos partenaires institutionnels principaux maintiennent leur soutien financier pour les années à venir, et que certains accroissent même leur engagement vis-à-vis de notre organisation. Nous avons également accueilli l'Estonie en tant que nouveau partenaire institutionnel.

Les perspectives de financement de nos programmes et de nos projets ont également évolué de manière positive. En dépit du vote en faveur du Brexit, le ministère britannique du

développement international (DFID) a décidé de poursuivre son financement de programmes. Nous avons reçu une subvention du gouvernement italien pour un projet de grande envergure, et un financement de la Fondation Bill & Melinda Gates, qui a alloué une subvention à l'European Think Tanks Group par notre intermédiaire. Nous avons également resserré nos liens avec le Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). Pour terminer, nous avons accueilli de nouveaux bailleurs de fonds parmi lesquels la fondation Humanity United, basée aux États-Unis, et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Nous avons décidé, mi-2016, de mettre les postes vacants en attente jusqu'en fin d'année. En 2017, nous avons investi dans nos capacités humaines et engagé plusieurs nouveaux experts afin de pouvoir mener à bien notre nouvelle stratégie. Nous avons également procédé à des investissements en technologies de l'information et de la communications (TIC) en remplaçant une grande partie de nos ordinateurs dans un souci de gains d'efficacité. Compte tenu de ces investissements supplémentaires, nous avons clôturé l'exercice comptable avec un déficit opérationnel de 233 000 euros.

Nous avons investi une partie de nos liquidités dans un portefeuille axé sur la préservation du capital. Nous avons adopté une politique d'investissement qui reflète à la fois notre devoir de diligence vis-à-vis des bailleurs de fonds et la position de l'ECDPM en matière de responsabilité sociale organisationnelle. Nous avons confié la gestion de notre portefeuille d'investissement à ABN

AMRO avec pour mandat explicite d'investir dans le respect des normes environnementales, sociales et de gouvernance – ce qui exclut les entreprises tirant leurs revenus de produits tels que l'alcool, le tabac, les jeux d'argent et les armes, et limite les investissements à des entreprises sélectionnées sur la base de critères économiques, environnementaux et sociaux à long terme, de leur leadership, de la rémunération de leurs dirigeants, d'audits et de contrôles internes, et des droits de leurs actionnaires.

Nous pouvons conclure de façon générale que nous sommes financièrement bien mieux équipés qu'en 2016 pour relever les défis qui nous attendent, et que nous sommes extrêmement reconnaissants que l'avenir et l'indépendance de l'ECDPM soient assurés pour les prochaines années.

RESPONSABILITÉ ET TRANSPARENCE

Nous nous efforçons de nous conformer aux normes les plus rigoureuses en termes de responsabilité et de transparence. Deux fois par an, un auditeur analyse notre situation financière, nos procédures financières et nos mécanismes de contrôle interne. Notre conseil d'administration a désigné en 2017 un nouvel auditeur, BDO, qui a confirmé que nos états financiers donnent une image fidèle de la situation financière du Centre. ■

Le rapport de notre auditeur peut être consulté sur ecdpm.org/auditor-report-2017

SOURCES DE FINANCEMENT

FINANCEMENT INSTITUTIONNEL

Ministère néerlandais des affaires étrangères, Pays-Bas €2 674 205

Ministère suédois des affaires étrangères, Suède €496 911

Ministère luxembourgeois des affaires étrangères et européennes, Luxembourg €297 390

Ministère belge des affaires étrangères, Belgique €247 500

Irish Aid, Irlande €194 834

Ministère finlandais des affaires étrangères, Finlande €155 000

Ministère danois des affaires étrangères, Danemark €115 604

Agence suisse pour la coopération et le développement (SDC), Suisse €64 970

Agence autrichienne de développement (ADA), Autriche €48 880

Ministère estonien des affaires étrangères, Estonie €37 500

FINANCEMENT DE PROGRAMMES

Ministère italien de l'éducation, de l'université et de la recherche - Università degli Studi di Milano-Bicocca (UNIMIB), Italie €148 515

Ministère suédois des affaires étrangères, Suède €131 904

Ministère britannique du développement international (DFID – PO 40082120), Royaume-Uni €110 991

Ministère belge des affaires étrangères, Belgique €33 958

Agence suisse pour la coopération et le développement (SDC), Suisse €28 812

Ministère finlandais des affaires étrangères, Finlande €28 584

Ministère danois des affaires étrangères, Danemark €18 118

Ministère luxembourgeois des affaires étrangères et européennes, Luxembourg €16 303

Ministère estonien des affaires étrangères, Estonie €12 500

Agence autrichienne de développement (ADA), Autriche €10 755

Irish Aid, Irlande €7 099

FINANCEMENT DE PROJETS

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), Allemagne €415 619

Commission européenne - Particip GmbH, Allemagne €231 969

Fondation Bill & Melinda Gates, États-Unis €155 505

Commission européenne - Change for Results EEIG (CHARE), Belgique €92 685

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Ghana €85 140

Commission européenne - Atos Consulting - CIVILEX, Espagne €66 410

Humanity United, États-Unis €66 219

Agence suisse pour la coopération et le développement (SDC), Suisse €32 709

Institut néerlandais pour la démocratie multipartite (NIMD), Pays-Bas €28 925

HIVOS, Pays-Bas €27 000

Ambassade des Pays-Bas en Éthiopie, Éthiopie €21 779

Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), Botswana €19 038

MDF Training & Consultancy, Pays-Bas €18 591

Royal United Services Institute for Defence & Security Studies (RUSI), Royaume-Uni €18 400

ActionAid, Italie €17 000

Coopération Internationale pour le Développement et la Solidarité (CIDSE), Belgique €10 509

Service européen pour l'action extérieure - Délégation de l'Union européenne en Éthiopie, Éthiopie €9 170

Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Éthiopie €8 103

Panteia, Pays-Bas €7 711

Ministère britannique du développement international (DFID – PO 40094310), Royaume-Uni €7 488

African Studies Centre Leiden (ASCL), Pays-Bas €6 198

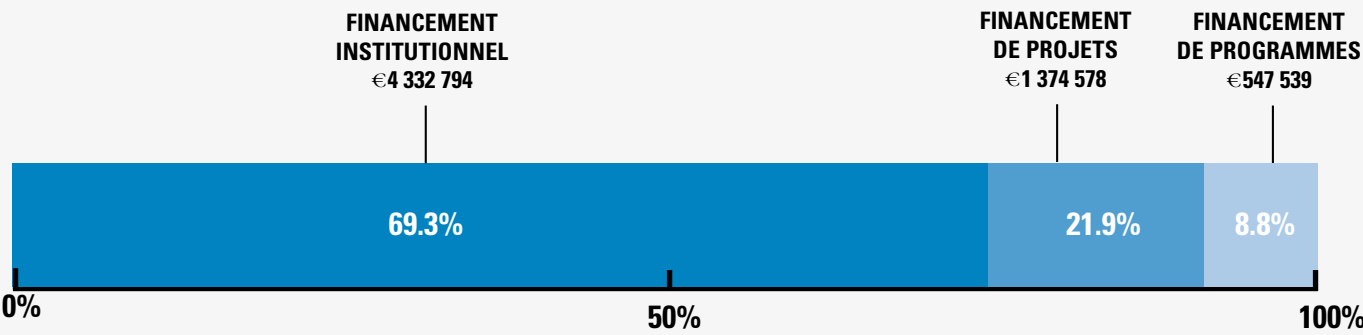
Woord en Daad, PARTOS & Fondation Max van der Stoep (FMS), Pays-Bas €5 950

Ministère français des affaires étrangères - Institut du développement durable et des relations internationales (IDRI), France €5 862

Save the Children, Italie €4 000

Autres sources de financement (< €2 500), Divers €12 598

TOTAL DES FINANCEMENTS



Plus d'informations sur ecdpm.org/funding.

BILAN CONSOLIDÉ

Après affectation des résultats 2017, au 31 décembre 2017

En milliers d'euros

	31-12-2017	31-12-2016
ACTIF		
Actif fixe incorporel	109	134
Actif fixe corporel	2 491	2 496
Actif fixe		
Portefeuille d'investissement auprès d'ABN AMRO	3 999	0
Participation aux Fonds EDCS	13	13
Total actif fixe	4 012	13
Valeurs réalisables à court terme		
Avances et acomptes	43	49
Sommes à recevoir	2	4
Débiteurs	1 009	1 195
Impôts	7	35
Caisse	2 264	5 773
Total des valeurs réalisables à court terme	3 325	7 056
TOTAL ACTIF	9 937	9 699
PASSIF		
Dettes à court terme		
Créanciers	161	86
Impôts, retraites et cotisations de sécurité sociale	246	228
Dettes courantes	1 372	1 017
Total passif à court terme	1 779	1 331
Provisions	95	81
TOTAL PASSIF	1 874	1 411
FONDS PROPRES		
Chiffre d'affaires		
Résultat opérationnel net de l'exercice	3 114	3 347
Fonds d'innovation	175	175
Subvention du ministère néerlandais des affaires économiques pour le logement	2 269	2 269
Portefeuille d'investissement		
Plus-value réalisée sur le portefeuille d'investissement	2 505	2 497
TOTAL FONDS PROPRES	8 063	8 288
TOTAL PASSIF ET FONDS PROPRES	9 937	9 699

COMPTE D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ

En milliers d'euros

		Budget 2018	Résultats 2017	Budget 2017	Résultats 2016
RECETTES					
I	Financements				
1.1	Financement institutionnel	4 730	4 333	4 175	4 574
1.2	Financement de programmes	603	547	460	1 151
1.3	Financement de projets	1 979	1 375	1 735	1 166
	Total financements	7 312	6 255	6 370	6 891
II	Recettes du portefeuille d'investissement				
2.1	Intérêt	p.m.	13	p.m.	30
2.2	Recettes provenant des ventes	p.m.	-1	p.m.	-12
2.3	Recettes provenant de la variation de la valeur boursière	p.m.	-2	p.m.	0
2.4	Frais bancaires	p.m.	8	p.m.	0
	Total recettes du portefeuille d'investissement		8	p.m.	18
TOTAL RECETTES		7 312	6 263	6 370	6 909
DÉPENSES					
III	Dépenses opérationnelles	1 029	641	825	913
IV	Frais administratifs et de personnel				
4.1	Salaires et autres frais de personnel	5 254	4 928	4 847	4 813
4.2	Dépenses immobilières	245	223	243	240
4.3	Frais généraux et administratifs	319	384	286	293
4.4	Petits investissements	7	3	7	5
4.5	Services d'information	200	182	180	198
4.6	Dépréciation	140	109	117	117
4.7	Divers	18	18	15	13
	Total frais administratifs et de personnel	6 183	5 847	5 695	5 679
TOTAL DÉPENSES		7 212	6 488	6 520	6 592
IMPRÉVUS		100	-	100	-
RÉSULTAT TOTAL		0	-225	-250	317
	<i>Recettes du portefeuille d'investissement</i>	p.m.	8	p.m.	8
	Résultat opérationnel	0	-233	p.m.	309
AFFECTATION DU RÉSULTAT					
	<i>Affectation au fonds de réserve général</i>	0	-225	-250	142
	<i>Affectation au fonds d'innovation</i>	0	0	0	175
	Total affectation du résultat	0	-225	-250	317

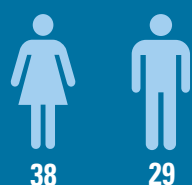
NOS RESSOURCES HUMAINES

L'ECDPM compte soixante spécialistes en politique, communication et fonctions d'appui originaires de plus de vingt pays du monde entier.



Karim Karaki, Philomena Apiko, Sophie Desmidt et Noemi Cascone (ECDPM).

67 membres de personnel



52
basés à Maastricht,
Pays-Bas



15
basés à Bruxelles,
Belgique



20 juniors



11
consultants associés



58.3 ETP



23
nationalités



Algérienne, allemande, australienne, belge, botswanaise, britannique, canadienne, costaricienne, croate, espagnole, éthiopienne, française, islandaise, italienne, kenyane, mauritanienne, néerlandaise, ougandaise, portugaise, russe, sud-africaine, suisse et tunisienne

NOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION EN 2017



Adebayo Olukoshi, président du conseil d'administration,
Directeur régional Afrique et Asie de l'Ouest de

l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale et ancien directeur de l'Institut africain de développement économique et de planification
Éthiopie



Koos Richelle, vice-président du conseil d'administration,
Président du comité consultatif néerlandais sur

les affaires migratoires et ancien directeur général à la Commission européenne successivement à la DG AIDCO et la DG Développement puis à la DG EMPL (emploi, affaires sociales et inclusion)
Pays-Bas



Maria de Jesus Veiga Miranda, Ambassadeur et Représentante permanente du Cap-Vert auprès du Bureau des Nations unies et d'autres organisations internationales à Genève, Mission permanente du Cap-Vert

Cap-Vert



Ibrahim Mayaki, Secrétaire exécutif du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique

(NEPAD) et ancien Premier ministre du Niger
Niger



Jean-Claude Boidin, Ancien ambassadeur de l'UE et ancien chef d'unité à la DG Coopération internationale

et développement (Commission européenne)
France



Betty Maina, Secrétaire permanente aux affaires d'Afrique de l'Est au Kenya, ancienne directrice

exécutive de l'association des fabricants du Kenya et membre du groupe de haut niveau (Nations unies) chargé de recommandations en vue du

programme de développement pour l'après-2015
Kenya



Alan Hirsch, Professeur et directeur de la Graduate School of Development Policy and Practice de l'Université

du Cap, et ancien conseiller principal en politique auprès de trois présidents sud-africains
Afrique du Sud



Ruth Jacoby, Ancienne directrice générale de la coopération au développement international

(ministère suédois des affaires étrangères), membre du Panel de haut niveau des Nations unies sur la cohérence, ancienne directrice exécutive au sein du conseil des administrateurs de la Banque mondiale, et ancienne ambassadeur de Suède en Allemagne et en Italie
Suède



Conseiller honoraire auprès du conseil d'administration de l'ECDPM pour les affaires extérieures européennes:

Dieter Frisch, Ancien directeur général du développement, Commission européenne
Allemagne

NOTRE ÉQUIPE DE DIRECTION EN 2017

Ewald Wermuth
Directeur
Pays-Bas



Geert Laporte
Directeur adjoint
Belgique



Virginia Mucchi
Responsable de la communication
Italie



Faten Aggad
Responsable du programme
« Institutions africaines »
Algérie



James Mackie
Chef de l'unité LQS (Appui à l'apprentissage et à la qualité)
Royaume-Uni



Bruce Byiers
Responsable de l'équipe en charge de l'intégration régionale au sein du programme « Transformation économique et agricole »
Royaume-Uni



Roland Lemmens
Responsable des services financiers et opérationnels
Pays-Bas



NOTRE GOUVERNANCE

Le conseil d'administration et la direction ont entrepris en novembre 2017, conformément aux règles de procédure de l'ECDPM, d'évaluer la performance de son conseil d'administration. Il a été décidé à la suite de cette évaluation qu'il convenait d'encourager une interaction plus régulière entre les membres du personnel et les membres du conseil, et que ces derniers examineraient avec la direction les orientations stratégiques de l'ECDPM aux étapes clés de son cycle quinquennal de planification.

La composition de notre conseil ne s'est pas modifiée en 2017 mais plusieurs changements ont été apportés au niveau de notre gestion opérationnelle. Un nouveau gestionnaire de programme a été nommé membre de l'équipe de direction en remplacement d'un gestionnaire de programme ayant achevé un mandat de deux ans. Nous avons engagé début 2017 un responsable des ressources humaines et une nouvelle responsable de notre département « communication », laquelle fait désormais partie de notre équipe de direction, conformément à la recommandation formulée dans le cadre d'une évaluation externe de la précédente stratégie de l'ECDPM.

Plusieurs membres du personnel ont consulté nos conseillers confidentiels au cours de l'année, mais aucun incident n'a été signalé. Le conseil d'administration a approuvé en mai 2017 nos nouvelles règles de gouvernance élaborées l'année précédente en concertation avec le comité d'entreprise et des membres du personnel. Le nouveau code de gouvernance est disponible sur notre site web.

Nous avons entamé en fin d'année la mise en conformité avec la nouvelle législation européenne en matière de respect de la vie privée, à savoir le règlement général sur la protection des données (RGPD). Entré en vigueur le 25 mai 2018, il vise à améliorer la protection des données personnelles de tous les citoyens de l'UE. Nous avons créé une task-force comprenant des membres issus de différents départements de l'ECDPM : direction, TIC, finances, opérations, ressources humaines, communication, et appui à l'apprentissage et à la qualité.

NOTRE COMITÉ D'ENTREPRISE

Institué en 2014, le comité d'entreprise représente le personnel sur toute une série de questions portant plus particulièrement sur la politique en matière de ressources humaines et de conditions d'emploi. Il a pris part en 2017 à un large éventail d'activités :

- le suivi de l'enquête de satisfaction du personnel ;

- l'analyse de notre politique révisée en matière de déplacements ;
- des discussions concernant le cadre de coopération en vue d'échanges avec le directeur ;
- le suivi du nouveau format des entretiens annuels relatifs aux « progrès et évolutions » du personnel ;
- l'examen de la politique en matière de congé et l'étude de sa flexibilisation ;
- l'analyse du lieu d'affectation du personnel, des « *salary splits* » (divisions de salaires) et de leur statut juridique et fiscal ;
- la mise en application de la nouvelle législation relative à la sécurité et la santé sur le lieu de travail ;
- l'application d'un dispositif pour la dénonciation d'abus (*whistle-blowers*), en ce compris la désignation d'un conseiller en matière d'intégrité.

Le comité d'entreprise a examiné en outre le budget et les perspectives financières de l'ECDPM lors de ses réunions avec le directeur.

Le comité a poursuivi son activité en 2017 avec deux postes vacants, en raison du départ de deux de ses membres au cours du second semestre 2016. Cette situation a engendré une forte charge de travail pour les membres restants, et a fait du recrutement une priorité. Des élections ont eu lieu le 16 janvier 2018, et le conseil en place est au complet depuis lors. Il existe clairement une réelle volonté du personnel d'œuvrer en faveur d'un environnement de travail constructif et de qualité.

CONGÉ DE MALADIE À L'ECDPM

Notre taux d'absence pour maladie a été de 2,16 % en 2017 – un chiffre qui se compare favorablement à la moyenne enregistrée dans le secteur des services non marchands aux Pays-Bas selon le Bureau central de la statistique (CBS), à savoir 5 %.

INVESTISSEMENT DANS NOS RESSOURCES HUMAINES

Les membres de notre personnel ont participé à toute une série de formations destinées à relever leur niveau de compétence et d'efficacité dans plusieurs domaines :

- les langues (français et néerlandais) ;
- la communication ;
- les TIC ;
- la protection des données et de la vie privée ;
- le leadership et le coaching ;
- la gouvernance ;
- la gestion financière et d'entreprise ;
- les achats et la gestion de contrats ;
- le droit du travail ;
- les premiers secours ;
- la sécurité des déplacements.

Des membres du personnel ont également suivi des formations destinées à élargir leurs connaissances thématiques en matière de migration et de microéconomie notamment.

Des responsabilités assez élevées leur étant confiées, les membres juniors de nos équipes en charge des programmes acquièrent rapidement une expérience pertinente. Ils accompagnent en outre des collègues plus expérimentés lors de missions sur le terrain, ce qui leur offre un apprentissage en prise directe particulièrement précieux.

SÉCURITÉ EN NOS BUREAUX ET EN DÉPLACEMENT

Aucun incident ni accident n'est à signaler à l'ECDPM ni lors de déplacements effectués pour le Centre – et nous n'en sommes pas peu fiers. Résolus à ce que cela continue, nous avons mis en œuvre un certain nombre d'initiatives :

- nous avons accueilli trois nouveaux collègues dans notre équipe de responsables des premiers secours ;
- nous avons formé, à l'extérieur et sur place, nos responsables des premiers secours aux procédures d'évacuation ;
- tous les membres du personnel ont suivi une formation obligatoire visant à assurer la sécurité sur le lieu de travail et lors des déplacements ;
- étant donné que des membres de notre personnel voyagent souvent à destination de zones conflictogènes, nous avons instauré une nouvelle politique en matière de déplacements et procédé aux changements requis au niveau de notre système interne dans ce domaine.

PROGRAMME INTERNATIONAL POUR JEUNES SPÉCIALISTES

Le programme international pour jeunes spécialistes (YIPP) de l'ECDPM offre à de jeunes chercheurs d'Afrique l'occasion de faire partie de l'une de ses équipes stratégiques pendant une période de six à douze mois. Il vise à impulser des échanges dynamiques de connaissances et d'opinions ainsi qu'un resserrement des réseaux.



Nous proposons au travers de ce programme une formation pratique en coopération internationale et en étude des politiques de développement, dans une perspective UE et UE-Afrique en particulier. Nos jeunes spécialistes internationaux nous font bénéficier en retour d'une expertise spécifique en matière de contenu et d'une réelle perception de la manière dont les jeunes africains envisagent les problématiques auxquelles nous travaillons, et nous incitent ainsi à mettre nos points de vue et nos habitudes en question.

Le programme crée et consolide également des liens avec des instituts partenaires en Afrique. Plusieurs jeunes spécialistes ont été recrutés en coopération avec des organisations africaines et partagent leur temps entre l'ECDPM et notre institut partenaire.

Depuis l'inauguration du programme en 2013, dix jeunes spécialistes en provenance d'Afrique du Sud, du Bénin, du Botswana, du Burundi, d'Éthiopie, du Kenya, du Nigeria et de Tunisie sont venus renforcer nos équipes. Nous avons engagé deux jeunes spécialistes en 2017 :

- Tasnim Abderrahim (Tunisie) dans l'équipe « Institutions africaines », et
- Kesa Pharatlhatlhe (Botswana) dans l'équipe « Intégration régionale ».

Tasnim Abderrahim évoque son expérience de jeune spécialiste internationale à l'ECDPM

Tasnim Abderrahim a travaillé en qualité de jeunes spécialiste pour l'ECDPM et le Centre tunisien des études méditerranéennes et internationales d'octobre 2016 à novembre 2017. Elle est revenue à l'ECDPM à l'issue de cette période en tant que membre des équipes « Institutions africaines » et « Migration ».

« Mon expérience de jeune spécialiste internationale auprès de l'ECDPM a été extrêmement enrichissante, non seulement parce qu'elle a étendu ma connaissance des relations Europe-Afrique, mais également parce qu'elle m'a offert un espace dans lequel grandir sur le plan professionnel tout en améliorant mes compétences en recherche.

Ayant exercé auparavant mon activité de recherche en milieu universitaire, j'ai apprécié cette occasion de travailler dans un environnement dynamique me permettant de mettre en corrélation recherche et pratique en ayant non seulement un regard rétrospectif mais également une vision de l'avenir et de la manière d'édifier un partenariat Europe-Afrique davantage équilibré.

Les équipes de l'ECDPM sont très accueillantes et, au-delà de conversations fort agréables, j'ai apprécié les discussions stimulantes au cours desquelles des collègues échangent leurs perceptions de certaines problématiques et apprennent les uns des autres.

J'ai cherché à concentrer mon travail à l'ECDPM sur la dynamique locale dans les pays africains et à mettre en évidence les perceptions locales de questions hautement polarisantes telles que la migration, lesquelles perceptions pourraient être aisément négligées dans la couverture médiatique de routine de cette problématique. Je ne pouvais rêver mieux que de pouvoir revenir à l'ECDPM pour y travailler en tant que chargée de mission junior ». ■

Si vous vous intéressez au programme YIP ou aux possibilités de participation actuellement ouvertes, n'hésitez pas à consulter la page ecdpm.org/yipp de notre site ou à prendre contact avec Kathleen van Hove via ecdpm.org/people.



Luckystar Miyandazi (ECDPM) prend la parole lors d'un panel consacré à la justice fiscale en faveur du développement organisé à Bruxelles (Belgique) à l'occasion des journées européennes du développement 2017.

NOS PARTENAIRES

Les partenariats sont la pierre angulaire de notre mode d’action. Les partenaires inspirent de nouvelles idées et permettent un échange systématique d’expériences et de bonnes pratiques. Mais il s’avère surtout que des efforts conjugués parviennent à des résultats que des actions individuelles non coordonnées n’obtiendront jamais.

L’ECDPM collabore avec un large éventail de partenaires. Ceux-ci confèrent davantage de valeur à notre travail et nos propres apports valorisent le travail réalisé par d’autres. Nous mettons également nos partenaires en relation en vue d’impulser entre eux une collaboration stratégique dans la poursuite de buts communs.

PARTENAIRES INSTITUTIONNELS
(VOIR ÉGALEMENT LA SECTION CONSACRÉE AU FINANCEMENT EN PAGE 41)

Agence de développement autrichienne (ADA)
Agence suisse pour la coopération et le développement (SDC)
Irish Aid
Ministère belge des affaires étrangères
Ministère danois des affaires étrangères
Ministère estonien des affaires étrangères
Ministère finlandais des affaires étrangères
Ministère luxembourgeois des affaires étrangères et européennes
Ministère néerlandais des affaires étrangères
Ministère suédois des affaires étrangères

PARTENAIRES DE PROGRAMMES
(VOIR ÉGALEMENT LA SECTION CONSACRÉE AU FINANCEMENT EN PAGE 41)

Ministère britannique du développement international (DFID)
Ministère italien de l’éducation, de l’université et de la recherche

INSTITUTIONS INTERNATIONALES

Agence de planification et de coordination du NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l’Afrique)
Banque africaine de développement
Banque européenne d’investissement (BEI)
Banque mondiale
Commission de l’Union africaine
Commission économique des Nations unies pour l’Afrique (CENUA)
Commission européenne
Communautés économiques régionales (CER) d’Afrique et en particulier le COMESA (Marché commun de l’Afrique orientale et australe), la CEDEAO (Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest) et la SADC (Communauté de développement de l’Afrique australe)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et son Centre de développement
Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI)
Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Bureau régional pour l’Afrique
Programme des Nations unies pour l’environnement (PNUE)
Secrétariat et Comité des Ambassadeurs ACP
Service européen pour l’action extérieure (SEAE)

PARTENAIRES STRATÉGIQUES

Africa Center for Economic Transformation (ACET)
African Studies Centre Leiden
Fondation Bill & Melinda Gates
Humanity United
Institut sud-africain des affaires internationales (SAIIA)
Institute for Security Studies (ISS)
Institute for Peace and Security Studies (IPSS)
International Food Policy Research Institute (IFPRI)
Organisations régionales d’agriculteurs en Afrique, et en particulier l’EAFF (Fédération des agriculteurs d’Afrique orientale), le FANRPAN (Food, Agriculture and Natural Resources Policy Analysis Network), le ROPPA (Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l’Afrique de l’Ouest) et la SACAU (Confédération des syndicats agricoles d’Afrique australe)
Woord en Daad

LIENS DE COLLABORATION AVEC

ADE Consulting Group
AETS (société de conseil internationale)
African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (ACCORD)
Agence coréenne de coopération internationale (KOICA)
Agence japonaise de coopération internationale (JICA)
Ambassades des pays de la SADC
Barefoot Law
Centre Africain pour le commerce, l’intégration et le développement (CACID)
Centre africain pour le développement des ressources minérales (AMDc)
Center for Global Development (CGD)
Centre for the Analysis of Regional Integration at Sussex (CARIS)
Centre pour la participation citoyenne au sein de l’Union africaine (CCP-AU)
Centre d’études, de documentation et de recherche économiques et sociales (Cedres)
CUTS International
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)
Fondation Roi Baudouin
Forum économique mondial (FEM)
Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)
Graduate School of Development Policy and Practice (Université du Cap)
Hanns Seidel Stiftung
Initiative pour la durabilité du bassin du lac Naivasha
Institut italien des affaires internationales (IAI)
Institut mondial des ressources (WRI)
Konrad-Adenauer-Stiftung (KAS)
Ministère français de l’Europe et des affaires étrangères
Oxfam International
Particip GmbH
Saana Consulting

The Expert Group for Aid Studies (EBA) (Suède)
Università Cattolica del Sacro Cuore (UNICATT)
Università degli Studi di Milano-Bicocca (UNIMIB)
Università degli Studi di Pavia (UNIPV)
Università degli Studi di Scienze Gastronomiche (UNISG)
Université Jomo Kenyatta d’agriculture et de technologie
Université Nelson Mandela

RÉSEAUX ET PLATEFORMES

Association européenne des instituts de recherche et de formation en matière de développement (EADI)
Bureau européen de liaison pour la construction de la paix (EPLO)
European Think Tanks Group (ETTG) comprenant, outre l’ECDPM, l’Institut allemand de développement (DIE), l’Institut de développement durable et des relations internationales (IDDRl), l’Institut des affaires internationales (IAI) et l’Overseas Development Institute (ODI)
Plateforme néerlandaise de connaissances sur l’alimentation et la sécurité nutritionnelle (F&BKP)
Plateforme néerlandaise de connaissances sur les politiques de développement inclusif (INCLUDE)
Plateforme néerlandaise de connaissances sur la sécurité et l’État de droit
Réseau européen des fondations politiques (ENoP)

NOTRE RÉSEAU

- **20 987** personnes appartenant à 18 225 organisations dans le monde
- **49 %** en Europe
- **37 %** en Afrique (plus 5 % dans les Caraïbes et le Pacifique)
- **32 %** société civile
- **35 %** administration publique
- **17 %** intergouvernemental
- **6 %** secteur privé

*Intéressé par un partenariat avec l’ECDPM ?
N’hésitez pas à prendre contact avec
Geert Laporte ou Sabine Mertens via
ecdpm.org/people.*

DURABILITÉ

L’ECDPM promeut l’amélioration des politiques internationales au profit d’un développement mondial durable. Mais cet effort visant à améliorer la qualité de vie sur notre planète doit commencer par nous-mêmes. Nous sommes conscients que la nature même de notre travail fait que l’ensemble de nos actions et activités ont nécessairement une incidence sur l’environnement. Nous avons la volonté de limiter celle-ci autant que possible en respectant les dispositions législatives et réglementaires ou en lançant nos propres initiatives. L’intégration de la durabilité dans chacune de nos activités quotidiennes est un processus d’apprentissage, mais nous œuvrons ardemment à la réalisation de cet objectif.



MOINS DE CONSOMMATION, DAVANTAGE DE CONSERVATION

Nous surveillons étroitement notre empreinte carbone et nous efforçons de diminuer notre consommation d’énergie, d’économiser l’eau et de réduire les déchets. La taille de l’ECDPM a augmenté en 2017 mais, alors que toute croissance se traduit inévitablement par une empreinte carbone plus importante, le Centre est parvenu à maintenir sa consommation dans des limites raisonnables.

Notre production totale de déchets a augmenté de 1 % à peine et nous avons réduit cette production à 60 kilos par personne (ETP) contre 75 kilos en 2016. Notre consommation d’énergie a chuté de 4,5 % par rapport à 2016. Notre utilisation d’eau s’est accrue de 13 %. Nous avons évité 150 kg d’émissions de CO2 et conservé 6 % de matières premières de plus qu’en 2016.

Nous avons inauguré fin 2017 l’initiative d’écologisation du Centre (Greening ECDPM) au travers de laquelle nous nous ambitionnons une intégration plus poussée encore de la durabilité dans nos activités quotidiennes en prenant notamment des mesures destinées à améliorer l’efficacité énergétique et à mieux sensibiliser nos collègues. L’une de nos premières actions dans ce sens a été le passage à des sources lumineuses LED : le remplacement de notre éclairage de secours par des ampoules LED s’est traduit par une baisse de 56 % de la puissance électrique par point lumineux. Nous opterons en 2018 pour un éclairage

totalelement LED si possible. Nous étudions également les possibilités en matière d’isolation ainsi que le remplacement de certains appareils électriques par des solutions alternatives offrant un meilleur rendement énergétique.

DÉPLACEMENTS

Nous encourageons les transports publics, et le chemin de fer en particulier, pour minimiser l’empreinte de nos déplacements. La nature même de notre activité rend toutefois les voyages en avion impossibles à éviter : nous compensons donc l’empreinte laissée chaque année par nos déplacements en achetant des certificats verts. Nous réduisons en outre nos déplacements non seulement entre nos bureaux de Maastricht et de Bruxelles, mais également auprès de nos partenaires, grâce à une utilisation intelligente de la vidéoconférence.

APPROVISIONNEMENT DURABLE

Nous travaillons dans la mesure du possible avec des fournisseurs locaux. Notre politique d’achat insiste sur des produits et des services durables, et nous nous attachons à créer une chaîne d’approvisionnement plus responsable en recherchant des fournisseurs aussi engagés que l’ECDPM en termes d’approvisionnement durable – ce dont nous nous assurons en réclamant un certificat à cette fin lorsque nous établissons de nouveaux partenariats.

CRÉDITS PHOTOS

Couverture

A la sortie d'un village pilote pour enfants de la rue, dans les faubourgs de Dakar, près de Pink Lake, Sénégal. Photo de Seyllou Diallo. Source : Service audiovisuel CE, Union Européenne.

Pages 4 et 5

Carmen Torres (ECDPM) avec Shida Mahenge Nestory à Arusha (Tanzanie). Photo de Jovin Lwehabura (CIAT-SIIL).

Page 7

Anna Knoll (ECDPM) à Shire (Éthiopie) avec une équipe de recherche chargée de l'évaluation du programme régional de protection et de développement. Photo de Tewelde Gebremariam.

Page 9

En haut à gauche

Des femmes récoltent des légumes à feuilles dans une exploitation agricole d'Arusha (Tanzanie). Photo de Carmen Torres (ECDPM).

En haut à droite

Faten Aggad (ECDPM) lors d'un panel sur la lutte contre les changements non constitutionnels de gouvernement organisé à Pretoria (Afrique du Sud). Photo du département « Affaires politiques » de l'Union africaine.

Au milieu à gauche

James Mackie (ECDPM) et Len Ishmael, ancien ambassadeur des États des Caraïbes orientales auprès de l'UE et Représentant permanent auprès de l'OMC, lors de la présentation du *Challenges Paper 2017* de l'ECDPM dans les locaux de la représentation permanente de Malte auprès de l'UE à Bruxelles (Belgique). Photo de Valeria Pintus (ECDPM).

Au milieu à droite

Geert Laporte (ECDPM) interviewé avant le sommet UA-UE d'Abidjan (Côte d'Ivoire). Photo de Virginia Mucchi (ECDPM).

En bas à gauche

Bruce Byiers (ECDPM) et l'ancien président nigérian Obasanjo venu présenter l'ouvrage « *Making Africa Work* » à Bruxelles (Belgique). Photo de Virginia Mucchi (ECDPM).

En bas à droite

Enfants dans une exploitation agricole d'Arusha (Tanzanie). Photo de Carmen Torres (ECDPM).

Page 10

Luckystar Miyandazi (ECDPM) prend la parole à l'occasion d'un panel sur la justice fiscale en faveur du développement organisé à Bruxelles (Belgique) lors des journées européennes du développement 2017. Photo de Valeria Pintus (ECDPM).

San Bilal (ECDPM) prend la parole à l'occasion d'un panel sur l'exploitation minière responsable organisé à Bruxelles (Belgique) lors des journées européennes du développement 2017. Photo de l'Union européenne.

Karim Karaki et Sophie Desmidt (ECDPM) animent un atelier consacré aux relations Afrique-Europe lors du Yo!Fest 2017 à Maastricht (Pays-Bas). Photo de Nina Thijssen (ECDPM).

Geert Laporte (ECDPM) interviewe Gerald Abila, fondateur de Barefoot Law. Vidéo de Franz Rothe (ECDPM).

Page 11

Andrew Sherriff (ECDPM) présente notre travail relatif au budget de l'UE chez CONCORD Suède. Photo de CONCORD Suède.

Geert Laporte (ECDPM) a été le modérateur d'un débat sur l'avenir du partenariat ACP-UE réunissant Michel Arrion, ancien chef de délégation de l'Union européenne près le Nigéria et la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest ; Mohamed Igueh Ofleh, économiste principal de la mission permanente de l'Union africaine auprès de l'UE ; et Günter Nooke, représentant d'Angela Merkel en Afrique, organisé à Bruxelles (Belgique) par l'ECDPM et la présidence estonienne de l'UE. Photo de Tauno Töhk (EU2017EE).

Page 12

Geert Laporte (ECDPM) s'exprime lors d'un débat sur l'avenir du partenariat ACP-UE organisé à Bruxelles (Belgique) par l'ECDPM et la présidence estonienne de l'UE. Photo de Tauno Töhk (EU2017EE).

Page 14

Karim Karaki, Philomena Apiko et Sophie Desmidt (ECDPM). Photo de Yaseena Chiu-van 't Hoff (ECDPM).

Page 15

Kesaobaka Pharathatlhe, Meritxell Sayós Monràs, Noemi Cascone et Pauline Veron (ECDPM) participent à la campagne #WishingWell initiée sur les réseaux sociaux par les ambassades néerlandaise et danoise d'Addis-Abeba en vue du sommet UA-UE. Photo de Nina Thijssen (ECDPM).

Page 16

Participants au Yo!Fest 2017 à Maastricht (Pays-Bas). Photo de Nina Thijssen (ECDPM).

Pages 18 et 19

Route vers l'aéroport d'Entebbe (Ouganda). Photo d'Anna Knoll (ECDPM).

Pages 20 et 21

Matthias Deneckere (ECDPM) s'entretient avec Tobias Flessenkemper, consultant associé ; Stefan Feller, ancien conseiller en politique aux Nations unies ; et Martijn Neef de TNO. Photo de Volker Hauck (ECDPM).

Pages 22 et 23

Mariella Di Ciommo (ECDPM) interviewe Klaus Rudischhauser, ancien directeur général adjoint en charge de la coopération internationale et du développement à la Commission européenne, à propos du prochain budget de l'UE. Photo de Nina Thijssen (ECDPM).

Pages 24 et 25

Volker Hauck (ECDPM) prend la parole à l'occasion d'un panel sur la facilité de soutien à la paix pour l'Afrique organisé à Bruxelles (Belgique) lors des journées européennes du développement 2017. Photo de l'Union européenne.

Pages 26 et 27

Elinuru Pallangyo (également connue sous le nom de Mama Shujaa wa Chakula) vend des légumes à feuilles cultivées dans son exploitation périurbaine d'Arusha (Tanzanie). Photo de Carmen Torres (ECDPM).

Pages 28 et 29

Des enfants suivent une formation agricole à la Fondation Watoto, qui bénéficie du soutien de Slow Food. Photo de Carmen Torres (ECDPM).

Pages 30 et 31

Graines oléagineuses de telfairia (*oysternuts* en anglais et kouèmes en swahili). Photo de Carmen Torres (ECDPM).

Pages 32 et 33

Mine de cuivre de Kansanshi en Zambie. Photo de mwmbwls via Flickr.com.

Pages 34 et 35

Formation professionnelle au camp de Rhino (Ouganda). Photo d'Anna Knoll (ECDPM).

Pages 36 et 37

Tashim Abderrahim (ECDPM) s'exprime lors d'un événement consacré au potentiel des jeunes dans la Méditerranée, organisé par l'Institut italien des affaires internationales à Rome (Italie). Photo de Leonardo Puccini (Institut italien des affaires internationales).

Alfonso Medinilla (ECDPM) rencontre Brahima Fomba du Groupe ODYSSEE afin de discuter d'une analyse conjointe de l'économie politique de la gestion régionale de l'eau au Mali et en Afrique de l'Ouest. Photo de Martin Ronceray (ECDPM).

Carmen Torres (ECDPM) anime un atelier consacré à l'agriculture climato-intelligente lors du Yo!Fest 2017 à Maastricht (Pays-Bas). Photo de Nina Thijssen (ECDPM).

Francesco Rampa (ECDPM) prend la parole à l'occasion d'un événement organisé avec la mission permanente de l'Italie, ActionAid et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en marge de la réunion annuelle du Comité de la sécurité alimentaire mondiale tenue à Rome (Italie). Photo de Giuseppe Carotenuto (FAO).

James Mackie (ECDPM) présente le *Challenges Paper 2017* à des fonctionnaires de l'UE et des ACP dans les locaux de la représentation permanente de Malte auprès de l'UE à Bruxelles (Belgique). Photo de Valeria Pintus (ECDPM).

Page 39

Virginia Mucchi (ECDPM) ; Gaspar Frontini, chef de l'unité « ODD, politique et cohérence » à la direction générale « Coopération internationale et politique de développement » de la Commission européenne (DG DEVCO) ; et Len Ishmael, ancien ambassadeur des États des Caraïbes orientales auprès de l'UE et Représentant permanent auprès de l'OMC, lors d'un débat organisé par l'ECDPM à Bruxelles (Belgique) sur le thème de l'engagement de l'UE vis-à-vis des pays à revenu moyen et des pays en développement plus avancés. Photo de Valeria Pintus (ECDPM).

Page 44

Karim Karaki, Philomena Apiko, Sophie Desmidt et Noemi Cascone (ECDPM). Photo de Yaseena Chiu-van 't Hoff (ECDPM).

Page 46

Luckystar Miyandazi (ECDPM) prend la parole lors d'un panel consacré à la justice fiscale en faveur du développement organisé à Bruxelles (Belgique) à l'occasion des journées européennes du développement 2017. Photo de l'Union européenne.

Page 49

Les objectifs de développement durable sur un mur à Accra (Ghana). Photo d'Andrew Sherriff (ECDPM).

Photos des membres du personnel de l'ECDPM

Yaseena Chiu-van 't Hoff (ECDPM)
Tanit Parada-Tur (ECDPM)
Clem Silverman (ECDPM)
Maurice Bastings (Maurice Bastings Photography)

Conception : Nina Thijssen, Virginia Mucchi et Yaseena Chiu-Van't Hoff

Textes : Nina Thijssen assistée de Valeria Pintus et Philipp Sanderhoff

Direction artistique et conception graphique : Yaseena Chiu-Van't Hoff

Mise en page : Robin van Hontem

Nous remercions Michelle Luijben de son assistance éditoriale, Anne Bigwood de la traduction française, Sabine Mertens de la relecture, et tous les membres du personnel de l'ECDPM qui ont contribué au présent rapport.

CONTACTEZ-NOUS

L'ECDPM a deux bureaux respectivement situés à Maastricht (Pays-Bas) et Bruxelles (Belgique). Nous serions très heureux que vous nous appeliez par téléphone, que vous nous adressiez un courriel (info@ecdpm.org) ou que vous preniez directement contact avec l'un ou l'autre membre de nos équipes : vous trouverez leurs coordonnées individuelles sur ecdpm.org/people.

Bureau de Maastricht - The Pelican House (siège)
Onze Lieve Vrouweplein 21
6211 HE Maastricht (Pays-Bas)
+31 (0)43 3502900

Bureau de Bruxelles
Rue Archimède 5
1000, Bruxelles (Belgique)
+32 (0)2 2374310

facebook.com/ecdpm
twitter.com/ecdpm
linkedin.com/company/ecdpm

ecdpm

European Centre for Development
Policy Management

*Centre européen de gestion des
politiques de développement*

ecdpm.org